

SOLVENCY AND FINANCIAL CONDITION REPORT

Rapport Narratif Solvabilité 2

2018 

FINAREF RISQUES DIVERS

Sommaire

SYNTHÈSE	4
A. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS	6
A.1 Activité	6
A.1.1 Périmètre	6
A.1.2 Présentation générale	7
A.1.3 Faits marquants de l'exercice et perspectives	8
A.2 Performance associée aux portefeuilles de contrats	8
A.3 Performance associée aux activités de placements	9
A.4 Autres produits et charges	11
B. SYSTÈME DE GOUVERNANCE	12
B.1 Information générale sur le système de gouvernance	12
B.1.1 Rôles, responsabilités et missions des acteurs de la gouvernance.....	12
B.1.2 Changements importants du système de gouvernance survenus au cours de la période de référence	17
B.1.3 Informations relatives à la politique de rémunération.....	17
B.1.4 Principales caractéristiques des transactions significatives avec les parties liées	22
B.2 Exigences de Compétence et d'Honorabilité	22
B.2.1 Dispositions du groupe Crédit Agricole Assurances en matière de compétence et d'honorabilité	22
B.2.2 Processus d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité	23
B.3 Système de gestion des risques	25
B.3.1 Dispositif de gestion des risques	25
B.3.2 Dispositif ORSA.....	26
B.4 Système de contrôle interne	27
B.5 Fonction audit interne	28
B.5.1 Principe général.....	28
B.5.2 Missions de la Fonction audit interne	28
B.6 Fonction actuarielle	29
B.7 Sous-traitance	30
B.7.1 Principes généraux et objectif de la politique de sous-traitance du groupe.....	30
B.7.2 Relation entre le groupe et les filiales	30
B.7.3 Cas des activités critiques ou importantes	31
C. PROFIL DE RISQUES	32
C.1 Introduction	32
C.2 Risque de souscription	32
C.2.1 Exposition aux principaux risques	33
C.2.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque	33
C.2.3 Principales concentrations	33
C.2.4 Sensibilités	33
C.3 Risque de marché	34
C.3.1 Exposition aux risques	34
C.3.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque.....	34
C.3.3 Concentration	35
C.3.4 Sensibilités	35
C.4 Risque de contrepartie	36

C.4.1	Exposition aux risques	36
C.4.2	Principales techniques de gestion et de réduction du risque	37
C.4.3	Principales concentrations	37
C.5	Risque de liquidité	37
C.5.1	Exposition aux risques	37
C.5.2	Principales techniques de gestion et de réduction du risque	37
C.5.3	Sensibilités	38
C.6	Risque opérationnel.....	38
C.6.1	Exposition aux risques	38
C.6.2	Principales techniques de gestion et de réduction du risque	38
C.6.3	Sensibilités	39
C.7	Autres risques significatifs	39
C.7.1	Exposition aux risques	39
C.7.2	Principales techniques de gestion et de réduction du risque	39
D.	VALORISATION DU BILAN PRUDENTIEL	41
D.1	Introduction	41
D.1.1	Principe de valorisation	41
D.1.2	Compensation des actifs et des passifs	41
D.1.3	Recours aux estimations et utilisation du jugement d'expert	42
D.1.4	Evènements postérieurs à la clôture	42
D.2	Actifs	42
D.2.1	Actifs incorporels et frais reportés	43
D.2.2	Instruments financiers	43
D.2.3	Provisions techniques cédées.....	43
D.2.5	Trésorerie et équivalents de trésorerie	44
D.2.6	Autres créances.....	44
D.3	Provisions techniques.....	45
D.3.1	Synthèse des provisions techniques.....	45
D.3.2	Principes de valorisation	45
D.3.3	Segmentation	46
D.3.4	Comptabilisation initiale.....	46
D.3.5	Principes généraux d'évaluation	46
D.3.6	Marge pour risque (Risk Margin).....	48
D.3.7	Valorisation des cessions.....	48
D.4	Passifs hors provisions techniques.....	49
E.	GESTION DES FONDS PROPRES.....	50
E.1	Fonds propres	50
E.1.1	Politique de gestion des fonds propres	50
E.1.2	Fonds propres disponibles	50
E.1.3	Fonds propres éligibles	53
E.2	Capital de solvabilité requis (SCR).....	53
F.	ANNEXES – QRTS	54

SYNTHÈSE

Depuis l'entrée en vigueur de Solvabilité 2 au 1er janvier 2016 et plus spécifiquement dans le cadre du Pilier 3 de la directive relatif à la diffusion d'information au public, le rapport sur la solvabilité et la situation financière de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** rend compte de l'exercice écoulé sur l'année 2017.

Ce rapport ainsi que les différents reportings (QRT) permettent de présenter et d'apporter des explications sur l'activité et la performance de la société, de présenter le caractère approprié de son système de gouvernance, d'apprécier les écarts de valorisation de son bilan entre normes françaises et S2 et d'évaluer la solvabilité de la société.

Ce rapport a été validé par le conseil d'administration de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** le 10 Avril 2019.

Activités et résultats

La société **FINAREF RISQUES DIVERS** est une société d'assurance agréée.

L'activité de la société s'articule autour de 2 axes principaux : une activité de Prévoyance et une activité de Dommages aux biens.

Au 31/12/2018, le chiffre d'affaires net de réassurance s'élève à 62 096 milliers d'euros.

La société **FINAREF RISQUES DIVERS** est une filiale détenue à 100% par la société holding CACI SA elle-même appartenant au groupe Crédit Agricole Assurances.

Système de gouvernance

La société **FINAREF RISQUES DIVERS** s'est muni d'un système de gouvernance, adaptée à son activité, en adéquation avec ses différents métiers et ses modalités de pilotage.

Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre et assume la responsabilité du respect des dispositions légales, réglementaires et administratives adoptées en vertu de la directive Solvabilité 2. Le Conseil est en lien avec la Direction générale, comprenant le Directeur général et le Directeur général délégué ainsi que les responsables des quatre fonctions clés.

Son système de gouvernance contribue à la réalisation des objectifs stratégiques de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** et garantit une maîtrise efficace de ses risques compte tenu de leur nature, de leur ampleur et de leur complexité par des contrôles à intervalles réguliers.

Profil de risque

Le profil de risque de la société **FINAREF RISQUES DIVERS**, décrit par la suite dans la section C du présent rapport, est le résultat de la cartographie des risques qui constitue l'outil principal permettant d'identifier les risques auxquels la compagnie est exposée. Les principaux risques de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** sont les risques de souscription non vie, de souscription santé et le risque de marché. Compte tenu de son profil de risques, la formule standard est adaptée au calcul de la société **FINAREF RISQUES DIVERS**. Les risques qui n'ont pas de correspondance dans la formule standard font l'objet, comme chacun des risques identifiés, d'un dispositif de gestion et d'un suivi permettant, le cas échéant, d'alerter la gouvernance, si une déviation par rapport au cadre de gestion courante est observée.

Valorisation pour les besoins de solvabilité 2

Le bilan prudentiel de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** est arrêté au 31 décembre. Il comporte des estimations lorsque des informations ne sont pas disponibles à la date d'arrêt.

Le principe général de valorisation du bilan prudentiel est celui d'une évaluation économique des actifs et passifs :

- a. les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;
- b. les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Gestion des fonds propres

La politique de gestion des fonds propres de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** s'intègre pleinement dans la politique définie au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances. Cette politique est déclinée au niveau de chacune de ses filiales, notamment la société **FINAREF RISQUES DIVERS**. Elle a été conçue de façon à intégrer les contraintes de la réglementation applicable au groupe d'assurance, la réglementation bancaire, la réglementation des conglomérats financiers, ainsi que les objectifs propres du groupe Crédit Agricole.

La société **FINAREF RISQUES DIVERS** couvre son besoin réglementaire en capital principalement par des fonds propres de niveau 1. Au 31.12.2018, le montant des fonds propres disponibles de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** s'élève à 54 208 milliers d'euros. L'exigence de capital (SCR) s'élève à 16 036 milliers d'euros et le minimum de capital requis (MCR) à 7 190 milliers d'euros. Aucune mesure transitoire n'a été retenue par la société pour le calcul de son ratio de solvabilité, à l'exception de la clause de grandfathering des dettes subordonnées.

Ainsi, à fin 2018, le ratio de solvabilité de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** est de 338% pour couvrir l'exigence de capital (SCR) et de 682% pour couvrir le minimum de capital requis (MCR).

A. ACTIVITÉS ET RÉSULTATS

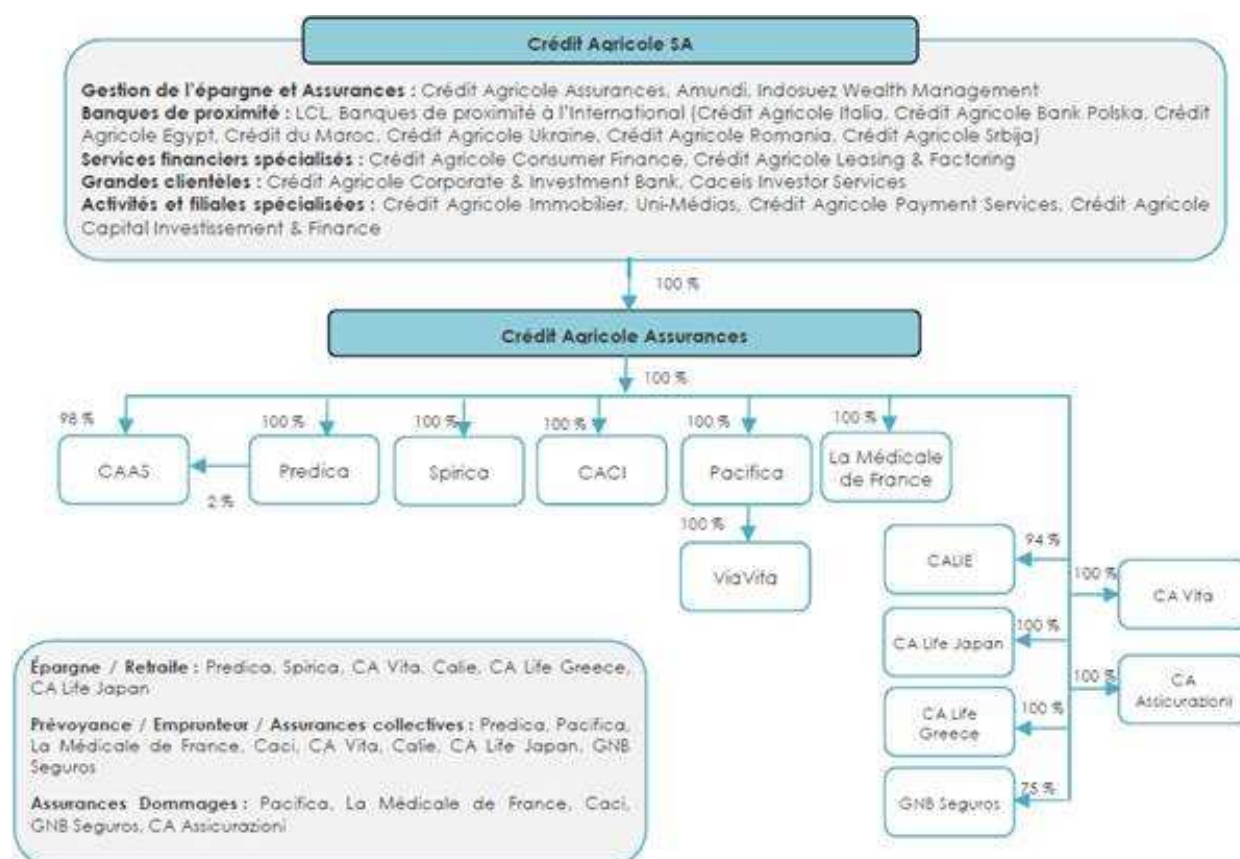
A.1 Activité

A.1.1 Périmètre

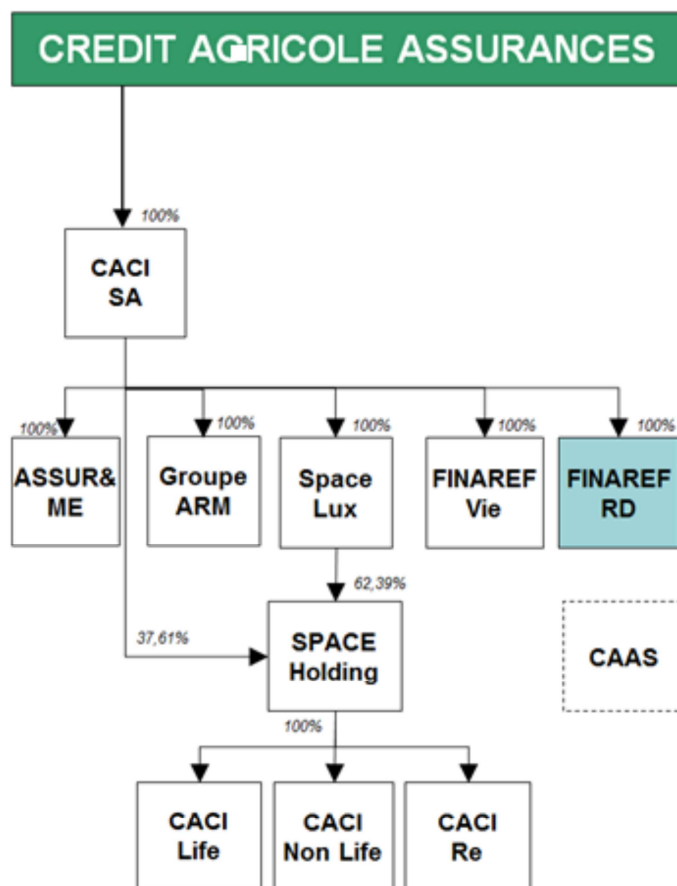
La société FINAREF RISQUES DIVERS est une société anonyme d'assurance agréée.

L'activité de la société couvre la distribution à la fois de produits de Prévoyance et de produits rattachés aux Dommages aux biens.

La société est une filiale détenue à 100% par la société holding Crédit Agricole Credit Insurance SA (CACI) elle-même appartenant au groupe Crédit Agricole Assurances.



L'organigramme ci-dessous permet de situer la société FINAREF RISQUES DIVERS dans l'environnement des filiales détenues par la société CACI SA.



La société FINAREF RISQUES DIVERS est soumise au contrôle de l’Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution sis au 61, rue Taitbout à Paris.

Les commissaires aux comptes de la société FINAREF RISQUES DIVERS sont les suivants :

- Le cabinet PricewaterhouseCoopers Audit sis au 63 rue de Villiers à Neuilly-sur-Seine
- Le cabinet Ernst and Young sis dans la Tour First, 1 place des Saisons à Courbevoie.

A.1.2 Présentation générale

L’activité de la société FINAREF RISQUES DIVERS s’articule autour de 2 axes principaux :

- Activité de Prévoyance

L’ensemble des produits de Prévoyance est distribué par les courtiers Finaref Assurances et Crédit Agricole Consumer Finance. La méthode de vente utilisée par ces intermédiaires d’assurances pour la distribution de ces produits est le télémarketing, sur la cible des clients CACF.

- Activité de Dommages aux Biens (Cartes et Biens).

Les produits Cartes et Biens, à l’exception des produits Orange (produits de téléphonie mobile), sont également distribués par l’intermédiaire du courtier Finaref Assurances. Cependant, la société a arrêté depuis 2015 la plupart de la distribution de ces produits.

Concernant les produits Orange, le courtier est Telincom.

L'activité de la société FINAREF RISQUES DIVERS est réalisée exclusivement en France.

A.1.3 Faits marquants de l'exercice et perspectives

Aucun fait marquant ne s'est réalisé durant l'exercice 2018.

A.2 Performance associée aux portefeuilles de contrats

Comme mentionné précédemment, la société FINAREF RISQUES DIVERS exerce son activité d'assureur en proposant des produits de Prévoyance et de Dommages aux biens.

La performance de souscription de la société FINAREF RISQUES DIVERS illustrée dans le tableau ci-dessous est présentée en lignes d'activité selon le référentiel Solvabilité 2.

(en millions d'euros)	2018			Total
	Protection des revenus	Incendie et autres dommages aux biens	Autres pertes pécuniaires	
Primes émises brutes	30 901	33 312	1 258	65 471
Primes acquises brutes	30 898	35 498	1 259	67 655
Sinistres bruts	(191)	(14 885)	169	(14 907)
Variation des autres provisions techniques brutes	-	-	-	-
Dépenses engagées (hors frais de placement)	(29 565)	(19 977)	(2 092)	(51 634)
Cessions en réassurance	754	-	-	754

(en millions d'euros)	2017			Total
	Protection des revenus	Incendie et autres dommages aux biens	Autres pertes pécuniaires	
Primes émises brutes	30 885	35 805	1 411	68 101
Primes acquises brutes	30 887	41 606	1 414	73 907
Sinistres bruts	(408)	(19 295)	445	(19 258)
Variation des autres provisions techniques brutes	-	-	-	-
Dépenses engagées (hors frais de placement)	(27 503)	(22 456)	(2 004)	(51 963)
Cessions en réassurance	(1 384)	-	-	(1 384)

Le chiffre d'affaires net de réassurance de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** s'élève à fin 2018 à 62 096 milliers d'euros, en baisse de 6 252 par rapport à 2017.

L'activité « Incendie et autres dommages aux biens » qui représente près de 52% de l'activité globale avec un montant de primes de 35 498 milliers d'euros. Les primes acquises sont en baisse de 6 108 milliers d'euros par rapport à 2017.

Des évolutions ont marqué l'exercice 2018 :

- Sur les produits Orange le programme a été résilié en juillet 2018, le portefeuille est maintenant en run-off. En 2018, le montant des primes émises Orange a diminué de 2 164 milliers d'euros par rapport à 2017.
- Sur les autres partenariats, la hausse de 311 milliers d'euros est l'effet combiné d'une hausse des primes Carte Atout et Fidélité et d'une baisse des produits FNAC Supporter.

Globalement, le montant des primes émises à fin 2018 est inférieur au montant des primes acquises du fait du caractère majoritairement en run-off de l'activité Dommages aux biens.

L'activité Prévoyance, qui s'illustre au travers des lignes d'activité « Protection des revenus » et « Autres pertes pécuniaires » représente environ 48% de l'activité globale à fin 2018. Cette activité est en baisse de 144 milliers d'euros par rapport à 2017, baisse liée à l'érosion du portefeuille.

Les charges de sinistres incluent les sinistres réglés et les variations de provisions de sinistres. La part des charges de sinistres relatifs à l'activité Dommages aux biens est par nature la plus importante. La charge globale de sinistres est en baisse de 4 531 milliers d'euros.

Les frais bruts incluent principalement les coûts d'acquisition des primes et les coûts d'administration des contrats. La baisse de ces coûts est en adéquation avec la réduction de l'activité globale qui a pour conséquence la réduction des frais d'acquisitions.

Une partie de l'activité Prévoyance fait l'objet de cession en réassurance.

A.3 Performance associée aux activités de placements

En 2018, même si la croissance économique est restée significativement positive dans les grandes régions du monde, d'importantes divergences sont apparues. Soutenue par les mesures budgétaires de l'Administration Trump, l'économie américaine a affiché une très bonne tenue. Il n'en a pas été de même pour la zone euro, où la croissance a été très décevante en raison de facteurs à la fois internes et externes. Enfin, la situation s'est dégradée progressivement dans les pays émergents, très exposés au ralentissement chinois et aux tensions commerciales internationales.

Dans ce contexte, les marchés de taux ont été marqués par la baisse des taux longs des obligations souveraines. Le taux 10 ans américain a fini l'année à 2.6% après avoir atteint un pic à 3.26% début novembre. Le taux 10 ans allemand est passé fin décembre sous la barre des 0.2% soit un niveau inférieur à celui observé au début de 2018. De plus, le marché a révisé très largement à la baisse les anticipations de hausse de taux pour la Fed et la BCE. Cet appétit pour les actifs sans-risque s'explique par la crainte des investisseurs quant à la solidité de l'économie mondiale dans un environnement où les grandes banques centrales retirent peu à peu leurs mesures de soutien. En effet, les grandes banques centrales normalisent à des rythmes différents leur politique monétaire. La Fed a déjà entamé la réduction de la taille de son bilan et la BCE a arrêté son programme de rachat d'actifs en décembre.

En ce qui concerne les marchés actions, il s'agit globalement d'une année de forte baisse généralisée sur les marchés d'actions. En devises locales, les Etats-Unis ont baissé de -6.3%, la zone euro de -14.7%, l'Europe de -13.1%, les marchés émergents de -12.3% et le Japon de -16.8%. L'année se divise en 4 périodes. Le mois de janvier a été positif dans la foulée de 2017, puis la baisse l'a emporté jusqu'à fin mars, la hausse des taux longs américains provoquant un premier décrochage, d'autant que fin mars la volonté de la maison blanche de corriger les déséquilibres bilatéraux de balance commerciale ont commencé à peser. S'en est suivie une période de divergences entre les Etats-Unis, soutenues par les effets positifs de sa réforme fiscale et le reste du monde jusqu'en octobre. Pour la

seconde fois de l'année, la hausse des taux longs provoqua une chute généralisée des marchés d'actions, y compris du marché américain, et notamment des valeurs de technologie les plus en vue. La baisse s'est même accélérée en décembre, fait historiquement très rare

	31/12/2018	Plus haut 2018	Plus bas 2018	31/12/2017	Variation 2018 rapportée 12/2017
Inflation					
Zone Euro	1,70%			1,35%	+0,35%
Taux					
T Bill 10 ans	2,73%	3,24%	2,45%	2,41%	+32bp
Repo BCE	0,00%	-	-	0,00%	0,00%
Euribor 3 Mois	(0,31)%	-	-	(0,33)%	+0,02%
EUR CMS 2 ans	(0,17)%	-0,08%	-0,18%	(0,15)%	(2bp)
EUR CMS 10 ans	0,81%	1,17%	0,81%	0,89%	(8bp)
OAT 10 ans (TEC 10)	0,72%	0,97%	0,57%	0,73%	+1bp
Spread Corporate BBB 7 ans	127 bp	128 bp	44 bp	53 bp	+74 bp
Actions					
S&P 500	2 501	2 931	2 351	2 674	-6,5%
EuroStoxx 50	3 001	3 672	2 937	3 504	-14,3%
CAC 40	4 731	5 640	4 599	5 313	-11,0%
Nikkéi	20 015	24 271	19 156	22 765	-12,1%
EUR/USD	1,143	1,251	1,122	1,2	-4,8%
Pétrole (Brent en USD)	53,59	86,29	50,47	66,9	-19,9%

A fin décembre 2018, les produits financiers générés par les investissements des activités d'assurance de la société FINAREF RISQUES DIVERS s'élèvent à 1 422 K€, en légère baisse par rapport à 2017 compte tenu de la performance négative des fonds monétaires ainsi que la moindre contribution des actifs obligataires (réduction de la taille du portefeuille issue par échéance de certaines obligations). En effet, les revenus du portefeuille proviennent pour l'essentiel des revenus des actifs obligataires, dont l'essentiel est composé des coupons perçus relatifs à ces investissements. Les autres revenus financiers perçus sont constitués de plus ou moins-values réalisées sur les cessions de fonds monétaires et la perception de dividendes de fonds immobiliers.

au 31/12/2018 en milliers d'euros	Revenus	PMV réel	Total
Produits de taux	2 249,4		2 249,4
Actions	0		0,0
OPCVM	0	-42,7	-42,7
Immobilier	257,9		257,9
Charges de placements	-1 043,0		-1 043,0
TOTAL	1 464,3	-42,7	1 421,6

au 31/12/2017 en milliers d'euros	Revenus	PMV réel	Total
Produits de taux	2 432,0		2 432,0
Actions	0,0		0,0
OPCVM	0,0	-24,7	-24,7
Immobilier	227,6		227,6
Charges de placements	-1 199,0		-1 199,0
TOTAL	1 460,6	-24,7	1 435,9

La société FINAREF RISQUES DIVERS ne détient pas d'actifs titrisés au 31 décembre 2018.

A.4 Autres produits et charges

L'essentiel des autres produits et charges est composé par les charges financières liées aux emprunts subordonnés et à l'impôt.

A

B

C

D

E

B. SYSTÈME DE GOUVERNANCE

B.1 Information générale sur le système de gouvernance

L'organisation générale de la société est inscrite dans celle du groupe CACI et plus largement dans celle du groupe Crédit Agricole Assurances. Elle s'articule autour :

- d'un Conseil d'administration ;
- d'un fonctionnement hiérarchique ;
- et d'un fonctionnement transverse assuré par des comités.

L'appartenance au Groupe Crédit Agricole S.A. se traduit par un fonctionnement sous forme de lignes métiers. Le rattachement du responsable des fonctions correspondantes au sein de la société est :

- hiérarchique dans le cas de la fonction Contrôle périodique, Contrôle permanent, Risques et Juridique ;
- fonctionnel dans le cas de la fonction Finances, de la fonction Juridique, de la fonction Conformité, de la fonction Communication et des Ressources humaines.

Les responsables de ces sujets effectuent un double reporting, d'une part à la Direction de l'entité dont ils dépendent, d'autre part au responsable de la ligne métier Groupe.

Par ailleurs, certaines fonctions sont mutualisées pour plusieurs entités du groupe Crédit Agricole Assurances, comme celles des Investissements de la Communication corporate, de la Communication clients, de l'Audit, des Ressources humaines et de la fonction Achats.

B.1.1 Rôles, responsabilités et missions des acteurs de la gouvernance

B.1.1.1 Conseil d'administration

Le Conseil d'administration de la société FINAREF RISQUES DIVERS est composé au 31 décembre 2018 de cinq administrateurs.

Il se réunit entre deux et quatre fois par an. Le Conseil d'administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre. Dans la limite de ses pouvoirs, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui la concernent. Il établit et approuve les différents rapports exigés. Il valide également les politiques. Le Conseil d'administration peut procéder aux contrôles et vérifications qu'il juge opportuns et veille à la qualité de l'information fournie aux actionnaires.

Le Conseil d'administration assume la responsabilité du respect des dispositions légales, réglementaires et administratives adoptées en vertu de la Directive Solvabilité 2. Le Conseil veille à ce qu'il soit procédé une évaluation interne des risques et de la solvabilité.

Il est également responsable de l'efficacité du système de gouvernance des risques en fixant l'appétence au risque et les limites de tolérance au risque en approuvant les politiques principales de gestion des risques.

A ce titre, il fixe et approuve l'organisation générale, son système de gouvernance et de gestion des risques ainsi que son dispositif de contrôle interne. Il s'assure qu'ils sont adaptés à la nature, à

l'ampleur et à la complexité des risques des opérations et les contrôle à intervalle régulier afin qu'ils garantissent une gestion saine et prudente de l'activité. Il est ainsi impliqué dans la compréhension des principaux risques encourus, dans la fixation des limites et est régulièrement informé de leur respect. Il s'assure que le système de gouvernance des risques mis en place exerce une gestion intégrée, cohérente et efficace.

Le Conseil est en lien avec la Direction générale et les responsables des fonctions clés. Il entend directement les responsables de fonctions clés au moins une fois par an afin de prendre connaissance de leur bilan annuel et chaque fois que ceux-ci souhaitent l'informer d'un événement de nature à le justifier.

B.1.1.2 Comités sous la responsabilité du Conseil d'Administration

Comité d'audit et des comptes

La société FINAREF RISQUES DIVERS ne s'est pas dotée d'un Comité d'audit et des comptes. Le Conseil d'administration remplit les fonctions dudit Comité et à ce titre :

- Assure le suivi du processus d'élaboration de l'information comptable et financière (en particulier les comptes) en s'interrogeant sur la traduction des événements marquants ayant une incidence sur les comptes ;
- Assure le suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques relatifs à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière ;
- Suit la réalisation de la mission des Commissaires aux comptes ;
- S'assure du respect de l'indépendance des Commissaires aux comptes.

Comités exceptionnels

Le Conseil peut décider la création de comités chargés d'étudier des questions spécifiques de sa compétence. Ces comités exercent leur activité sous sa responsabilité. Aucun comité exceptionnel n'a été mis en place sur la période de référence.

B.1.1.3 Direction générale

En application des dispositions légales, les fonctions de Président et de Directeur Général sont dissociées au sein de FINAREF RISQUES DIVERS.

Le Conseil d'administration de la société FINAREF RISQUES DIVERS a confié la Direction Générale de la société à M. David ATKINSON et la Direction Générale Déléguée de la société à M. Marc VIDAL. La Direction générale est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société, dans la limite de son objet social et sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires et au Conseil d'administration.

La Direction Générale de la société FINAREF RISQUES DIVERS fixe les modalités opérationnelles de mise en œuvre de la stratégie décidée par le Conseil d'administration et rend compte à ce dernier de son action.

La Direction générale supervise, pilote, le fonctionnement du système de gouvernance des risques mis en place au sein de FINAREF RISQUES DIVERS. Elle propose au Conseil les orientations stratégiques et établit les politiques que le Conseil approuve. Elle fixe des procédures décisionnelles

A

B

C

D

E

efficaces, une structure organisationnelle qui indique clairement les lignes de reporting, assigne les rôles et responsabilités en matière de contrôle interne et attribue les moyens adéquats.

Elle est directement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de maîtrise des risques et de contrôle interne et s'assure notamment que les stratégies et limites de risques sont compatibles avec la situation financière (niveaux des fonds propres, résultats) et les stratégies arrêtées pour le groupe. Elle veille à ce que les principales informations soient régulièrement reportées et correctement documentées, les principaux dysfonctionnements identifiés et les mesures correctrices mises en œuvre. Elle interagit de manière appropriée avec les comités mis en place au sein de l'entreprise et notamment les responsables de fonctions clés.

B.1.1.4 Fonctions clés

Quatre fonctions clés ont été mise en place au sein de la société :

- une fonction gestion des risques ;
- une fonction actuarielle ;
- une fonction conformité ;
- une fonction audit interne.

Ces fonctions-clés, disposant d'un responsable unique, éclairent et assistent la Direction générale et le Conseil d'administration de la société dans l'animation du système de gouvernance. Elles disposent de l'autorité et de l'indépendance nécessaire à la bonne réalisation de leurs missions.

1. Fonction Gestion des Risques

Les principes d'organisation et de fonctionnement du dispositif de contrôle des risques de la société s'inscrivent dans ceux de la ligne métier Risques du groupe Crédit Agricole S.A. et les exigences découlant de la directive Solvabilité 2.

Rôles et responsabilités de la fonction

La fonction Gestion des Risques vise à répondre aux enjeux suivants :

- disposer d'un cadre «risques» incluant notamment une stratégie risques articulée avec le cadre d'appétence aux risques validé par le Conseil d'administration ;
- mettre en place et animer un système de maîtrise des risques (détection, mesure, dispositif d'alerte, contrôle, déclaration des risques et suivi des plans d'actions) ;
- répondre aux besoins de pilotage et de communication
- rendre compte à la gouvernance de l'exposition aux risques et des éléments de maîtrise.

Organisation de la fonction, rattachement et lien avec les autres directions et entités assurance

La fonction Gestion des Risques de la société est placée sous la responsabilité du Directeur des Risques et Contrôle permanent du groupe Crédit Agricole Assurances (RCPR groupe). Ce dernier est

rattaché hiérarchiquement à la Direction des Risques du groupe Crédit Agricole S.A. et fonctionnellement au Directeur Général de la société.

Le Directeur des Risques et Contrôle permanent du groupe Crédit Agricole Assurances s'appuie sur les responsable Contrôle Permanent et Risques des entités du groupe Crédit Agricole Assurances. Certains d'entre eux assurent également un rôle transverse au groupe sur un domaine de risque spécifique et sont alors dénommés « Référent risques ». Le Responsable Contrôle permanent et Risques de la société est rattaché hiérarchiquement au Directeur des Risques et Contrôle permanent du groupe et fonctionnellement au Directeur Général de son entité.

La fonction Gestion des risques de la société s'appuie également sur la contribution des autres fonctions clés (notamment la fonction actuarielle sur les risques techniques) et sur les dispositifs de contrôle interne.

2. Fonction actuarielle

Rôles et responsabilités de la fonction

La fonction Actuarielle porte un second regard sur l'ensemble des processus relatifs à la modélisation en lien avec la politique de provisionnement, la politique de souscription, la politique de réassurance et le système de gestion des risques. Ce second regard, formalisé dans des avis actuariels émis tout au long de l'activité, comprend l'analyse de la qualité des données ainsi que la revue de l'adéquation des hypothèses, des méthodes et des modèles utilisés.

Chaque année, la fonction Actuarielle soumet aux instances de gouvernance un rapport de la fonction Actuarielle qui détaille les principaux travaux menés et leurs résultats, notamment :

- Ses conclusions sur le caractère adéquat des provisions techniques ;
- Son avis sur la politique globale de souscription ;
- Son avis sur l'adéquation des dispositions prises en matière de réassurance ;
- Sa contribution au système de gestion des risques (contribution aux processus ORSA, d'appétence aux risques, de besoin en capital ...) ;
- Ses recommandations sur la manière de remédier aux insuffisances identifiées ainsi qu'un suivi des plans d'action.

Organisation de la fonction et lien avec les autres directions et entités assurance

La fonction Actuarielle est organisée conformément aux nouvelles exigences découlant de la directive Solvabilité 2. Elle se distingue des fonctions opérationnelles en respect du principe de séparation des tâches. Le responsable de la fonction clé actuarielle est rattaché hiérarchiquement au Directeur Général de la société.

Pour l'entité, la revue des travaux réalisés par le département Actuariat est externalisée auprès du cabinet Milliman. Sur la base de ses propres contrôles et du rapport de revue de Milliman, le responsable de la fonction clé actuarielle émet un rapport présenté au Conseil d'administration.

La fonction actuarielle de l'entité échange avec la fonction actuarielle groupe sur la conduite des missions et sur la mise en œuvre des contrôles permanents relatifs à la fonction actuarielle.

A

B

C

D

E

3. Fonction de vérification de la Conformité

Les principes d'organisation de la fonction Conformité s'inscrivent dans ceux de la ligne métier Conformité du Groupe Crédit Agricole S.A. et les exigences découlant de Solvabilité 2.

Rôles et responsabilités de la fonction

La fonction Conformité vise à répondre au niveau du groupe aux enjeux suivants :

- Prémunir le groupe contre les risques de non-conformité aux lois, règlements applicables à ses activités incluant également les domaines relevant de la conformité tels que définis par la ligne métier du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- Mettre en place un fonctionnement homogène et lisible entre Crédit Agricole Assurances, ses filiales et le groupe Crédit Agricole S.A. ;
- Obtenir une vision « groupe » des risques de non-conformité sur le périmètre groupe Crédit Agricole Assurances ;
- Déployer des dispositifs concourant à la maîtrise des risques de non-conformité et assurer la communication associée à ses missions auprès de la gouvernance.

Organisation de la fonction, rattachement et lien avec les autres directions et entités assurance

La fonction clé Conformité de la société FINAREF RISQUES DIVERS s'appuie sur :

- Le responsable fonction clé Conformité, fonction exercée par le Secrétaire Général de Crédit Agricole Assurances rattaché au Directeur Général de Crédit Agricole Assurances ;
- Le responsable Conformité, rattaché fonctionnellement à la Direction générale de la société et hiérarchiquement au Directeur de la conformité du groupe Crédit Agricole ;
- Le responsable conformité assure la coordination pour le métier Assurances au travers d'instances d'échanges avec ses homologues dans les autres filiales.

La fonction Conformité bénéficie également des contributions de la fonction Juridique et coopère, en tant que de besoin, avec les autres participants au dispositif de contrôle interne et avec la Direction de l'Audit Interne notamment.

Comités en lien avec la fonction Conformité

Le Comité de Contrôle Interne du groupe CACI et le Comité de Contrôle Interne du groupe Crédit Agricole Assurances, auxquels participe le responsable Conformité, intègrent un ordre du jour dédié aux sujets de la Conformité.

L'animation de la ligne métier Conformité Assurances est assurée notamment par une réunion régulière des responsables Conformité des principales entités et un séminaire Conformité annuel réunissant tous les responsables conformité des filiales.

Des comités Nouvelles Activités/Produits (NAP) ad-hoc se tiennent en tant que de besoin notamment pour statuer sur de nouvelles activités ou nouveaux produits.

4. Fonction Audit Interne

Rôles et responsabilités de la fonction

La Direction de l'Audit des Assurances (DAA) mène des missions d'audit, sur pièces et sur place, portant sur l'ensemble du périmètre de contrôle interne du Groupe Crédit Agricole Assurances, incluant ses prestataires de service essentiels. Ses missions ont pour objet de s'assurer de la correcte mesure et maîtrise des risques, de l'adéquation et de l'efficacité des dispositifs de contrôle, de la conformité des opérations et du respect des procédures, de la correcte mise en œuvre des actions correctrices décidées, et enfin d'évaluer la qualité et l'efficacité du fonctionnement.

Ces missions permettent de fournir une opinion professionnelle et indépendante sur le fonctionnement et le contrôle interne du Groupe et de ses entités aux Directions Générales et Conseils d'administration du Groupe et de ses filiales.

Organisation de la fonction, rattachement et lien avec les autres directions et entités assurance

La fonction Audit interne est incarnée, au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales françaises par le Directeur de l'Audit du groupe Crédit Agricole Assurances. Par ailleurs afin de garantir son indépendance, le Directeur de l'Audit du groupe Crédit Agricole Assurances bénéficie d'un rattachement hiérarchique à la ligne métier Audit Inspection du Crédit Agricole et fonctionnel au Directeur Général du groupe Crédit Agricole Assurances. Ce dernier veille en particulier à ce que les moyens nécessaires lui soient alloués pour l'accomplissement de ses missions.

B.1.2 Changements importants du système de gouvernance survenus au cours de la période de référence

Au cours de l'exercice 2018, aucun changement au sein du Conseil d'administration de FINAREF RISQUES DIVERS n'a été opéré.

B.1.3 Informations relatives à la politique de rémunération

Le groupe Crédit Agricole Assurances s'est doté d'une politique de rémunération alignée avec celle du groupe Crédit Agricole S.A, adaptée à sa structure interne. Le groupe Crédit Agricole Assurances s'est ainsi muni de pratiques de rémunération responsables qui le préserve de toute prise de risque excessive par ses dirigeants et salariés dans le respect de l'ensemble des parties prenantes : collaborateurs, clients et actionnaires.

B.1.3.1 Présentation générale et principales composantes de la politique de rémunération des membres du Conseil d'administration et de la Direction générale

Conseil d'administration

Jetons de présence

Aucun jeton de présence n'est attribué par la société aux membres du Conseil d'administration.

Informations sur les dispositifs ouvrant droit à des composantes variables de la rémunération

Les mandataires sociaux ne détiennent aucune option d'achat, de souscription ou d'attribution gratuite d'actions dans la société.

A

B

C

D

E

Dirigeants mandataires sociaux

Les mandats du Directeur Général et de Directeur Général Délégué de la société sont effectués à titre gratuit. En effet, leur rémunération est assurée par Crédit Agricole Assurances Solutions en respect des dispositions applicables au sein du Groupe Crédit Agricole Assurances.

Les dirigeants mandataires sociaux de la société ne bénéficient pas d'avantages en nature, de régimes spécifiques de retraite, de prévoyance ou d'indemnité de rupture liés à leur mandat social.

Ils sont cependant « personnels identifiés » (tels que défini dans la section 'Rémunération des personnels identifiés') et les rémunérations perçues font l'objet d'un encadrement visant à garantir leur alignement avec les intérêts long-terme de l'entreprise.

Principes généraux

La politique de rémunération du groupe Crédit Agricole Assurances qui s'applique à la société FINAREF RISQUES DIVERS, est directement intégrée à la politique de rémunération du Groupe Crédit Agricole S.A. définie par la Direction Générale de Crédit Agricole S.A., sur proposition de la Direction des Ressources Humaines du groupe Crédit Agricole S.A. et après avis du Comité de contrôle des politiques de rémunération du groupe Crédit Agricole S.A. Cette politique est examinée et validée chaque année par le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A.

Dans le cadre des spécificités de ses métiers, de ses entités juridiques et des législations pays, le groupe veille à développer un système de rémunération qui assure aux collaborateurs des rétributions cohérentes vis-à-vis de ses marchés de référence afin d'attirer et retenir les talents dont le groupe a besoin. Les rémunérations sont dépendantes de la performance individuelle mais aussi collective des métiers. Enfin, la politique de rémunération tend à limiter la prise de risques excessive.

La politique de rémunération de Crédit Agricole Assurances est ainsi élaborée en déclinaison des objectifs définis par le groupe tout en s'attachant à les adapter aux différentes catégories de collaborateurs et aux particularités du marché de l'Assurance.

Gouvernance

Par l'intermédiaire de la Direction des Ressources humaines du Groupe, Crédit Agricole Assurances met à la disposition du Comité des rémunérations de Crédit Agricole S.A., toutes les informations nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Crédit Agricole Assurances décline ainsi sa politique de rémunération selon les délibérations du Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A. émises après recueil des avis formulés par le Comité des rémunérations et le Comité de contrôle des politiques de rémunération du groupe. Ce dernier comité regroupe la Direction des risques et contrôle permanent groupe, la Direction de la conformité groupe et la Direction des ressources humaines groupe.

La Direction financière groupe intervient également dans la validation des modalités de détermination des résultats économiques de la rémunération variable des cadres dirigeants. La définition et la mise en œuvre de la politique de rémunération font enfin l'objet de missions d'audit par l'Inspection générale groupe.

En complément et afin de répondre aux obligations réglementaires, Crédit Agricole Assurances a mis en place un comité de déclinaison des politiques de rémunération, rassemblant le Directeur des Risques et du Contrôle permanent, la Conformité et la Direction des Ressources humaines.

B.1.3.2 Principales composantes de la politique de rémunération des collaborateurs et cadres dirigeants

Collaborateurs

La rétribution des collaborateurs repose sur les éléments suivants :

- Le salaire de base ;
- La rémunération variable individuelle ;
- La rémunération variable collective ;
- La rémunération variable long terme et différée ;
- Les périphériques de rémunérations (régimes de retraite supplémentaires et de prévoyance santé).

Crédit Agricole Assurances compare ses pratiques à celles des sociétés d'assurance et de réassurance du marché français et vise ainsi à positionner la rémunération globale de ses collaborateurs à la médiane des pratiques de marché.

La rémunération variable individuelle rétribue la performance du collaborateur et constitue une partie intégrante de la structure de rémunération annuelle. Elle repose sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année en tenant compte des conditions de mise en œuvre. En réponse aux exigences réglementaires européennes (Solvabilité 2), mais également américaines (Volcker rule), des règles de bonne conduite ont été intégrées à la politique de rémunération afin que les pratiques de rémunération :

- Ne créent pas des incitations qui pourraient encourager les personnes concernées à favoriser leurs propres intérêts au détriment potentiel de leur client ;
- Interdisent aux collaborateurs tout recours à une stratégie individuelle de couverture ou assurance de maintien de revenu ou de responsabilité civile qui compromettrait l'alignement sur les risques prévus par les dispositifs de rémunération variable.

Toujours en réponse aux exigences réglementaires fixées par Solvabilité 2 et afin de prévenir tout conflit d'intérêt, la rémunération des personnels occupant des fonctions clés est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations.

Les objectifs qui leur sont fixés et les indicateurs servant à la détermination de leur rémunération variable ne prendront pas en considération des critères relatifs aux résultats et aux performances économiques des entités dont ils assurent le contrôle.

Enfin, suite à l'entrée en vigueur de la Directive sur la Distribution d'Assurances, les règles de bonne conduite ont été complétées afin que les pratiques de rémunération n'entravent pas la capacité des salariés à agir au mieux des intérêts des clients, ni le dissuadent de présenter l'information de manière impartiale, claire et non trompeuse.

La rémunération variable collective rétribue la performance collective de Crédit Agricole Assurances. Elle est constituée de la participation et de l'intéressement. Elle est complétée d'un Plan d'Épargne d'Entreprise et d'un Plan d'Épargne pour la Retraite Collective.

A

B

C

D

E

Cadres dirigeants

Rémunération variable individuelle

Les cadres dirigeants de Crédit Agricole Assurances bénéficient du programme de rémunération variable déployé au sein du Groupe Crédit Agricole S.A. : la Rémunération Variable Personnelle (RVP), fondée sur le management par objectifs et l'atteinte d'objectifs individuels et collectifs prédéfinis sur le périmètre de responsabilité du collaborateur.

Ce programme a été décliné et adapté aux cadres supérieurs de Crédit Agricole Assurances qui bénéficient également d'une Rémunération Variable Personnelle.

La RVP mesure la performance individuelle sur la base d'objectifs collectifs et individuels autour de quatre champs :

- Les résultats économiques ;
- Le capital humain ;
- Les clients internes / externes ;
- La société.

La rémunération variable long terme

Le plan de rémunération long terme mis en place par le groupe Crédit Agricole S.A. en 2011, prend la forme d'un plan d'attribution d'actions et/ou de numéraire indexé sous conditions de performance long terme. Les actions et/ou le numéraire indexé, sous réserve de la réalisation des conditions de performance, sont acquises définitivement par tiers au prorata temporis sur une période de trois ans. A la suite de l'acquisition définitive, une condition de portage pendant une période supplémentaire peut être imposée aux bénéficiaires.

Au terme de la période de différé, l'acquisition définitive des actions et/ou du numéraire indexé est liée à la réalisation de conditions exigeantes de performance durable, sur la base des critères suivants :

- La performance économique intrinsèque du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- La performance relative de l'action Crédit Agricole S.A. par rapport à un indice composite de banques européennes ;
- La performance sociétale, mesurée par l'indice FReD.

Si les conditions de performance sont réalisées ou dépassées au terme de la période d'acquisition, 100% des droits attribués sont réputés acquis. En cas d'atteinte partielle des conditions de performance, un abattement est calculé de façon linéaire.

Chaque condition de performance porte sur 1/3 de l'attribution initiale. Les directeurs généraux de Crédit Agricole Assurances sont éligibles à ce plan long terme, dont l'attribution est décidée annuellement sur proposition du Directeur Général de Crédit Agricole S.A. Durant la période d'acquisition, les droits attribués seront effectivement acquis à chaque échéance du différé sous condition de présence dans l'entreprise ou si le bénéficiaire est dans l'une des situations suivantes :

- Mobilité interne au sein du Groupe Crédit Agricole ;
- Départ en retraite ;
- Rupture du contrat de travail pour motif économique à l'initiative de l'employeur ;
- Départ pour incapacité / invalidité ;

- Changement de contrôle de la filiale ;
- Décès (son ou ses ayants droit recevront les droits en cours d'acquisition au titre de la dévolution successorale).

A

B

C

D

E

Informations sur les principales caractéristiques des régimes de retraite supplémentaire

Depuis 2011, les cadres dirigeants de Crédit Agricole Assurances bénéficient de régimes de retraite supplémentaire, constitués d'une combinaison de régimes de retraite à cotisations définies et d'un régime à prestations définies de type additif :

- Les cotisations cumulées des deux régimes de retraite supplémentaire à cotisations définies (le régime de branche et le régime collectif d'entreprise), sont égales à 8% du salaire brut plafonné à concurrence de huit fois le plafond de la Sécurité Sociale (dont 5% à la charge de l'employeur et 3% à la charge du bénéficiaire) ;
- Les droits du régime additif à prestations définies sont déterminés sous déduction de la rente constituée dans le cadre des régimes à cotisations définies. Ces droits sont égaux, sous condition de présence au terme, au produit d'un taux de pension compris entre 0,125% et 0,30% par trimestre d'ancienneté, dans la limite de 120 trimestres et de la rémunération de référence.

La rémunération de référence est définie comme la moyenne des trois rémunérations annuelles brutes les plus élevées perçues au cours des 10 dernières années d'activité au sein des entités de Crédit Agricole incluant la rémunération fixe d'une part et la rémunération variable d'autre part, cette dernière étant plafonnée entre 40% et 60% de la rémunération fixe, selon le niveau du dernier salaire.

En tout état de cause, à la liquidation, la rente totale de retraite est plafonnée, tous régimes confondus, à vingt-trois fois le plafond annuel de la Sécurité sociale à cette date, et à 70% de la rémunération de référence.

Les droits constitués au sein du groupe antérieurement à la date d'effet du règlement en vigueur, sont maintenus et se cumulent le cas échéant, avec les droits nés de l'application du règlement en vigueur et notamment, pour le calcul du plafonnement de la rente versée.

Prime de performance sur objectifs des Cadres et Non Cadres

Les primes de performance reposent sur l'évaluation précise des résultats obtenus par rapport aux objectifs spécifiques de l'année (combien) en tenant compte des conditions de mise en œuvre (comment). Elles ne rémunèrent pas la réalisation des missions liées à la fonction.

Le degré d'atteinte ou de dépassement des objectifs est le point central pris en compte pour l'attribution des primes de performance ; mais il est accompagné d'une appréciation qualitative sur la manière dont les objectifs ont été atteints (en termes d'autonomie, d'implication, d'incertitude, de contexte...) et au regard des conséquences pour les autres acteurs de l'entreprise (manager, collègues, autres secteurs...). La prise en compte de ces aspects permet de différencier l'attribution des primes selon les situations. L'évaluation est formalisée dans le cadre d'un entretien annuel d'évaluation.

En synthèse, la prime de performance est variable d'un collaborateur à l'autre (y compris au sein d'une même catégorie) et d'une année sur l'autre. Cette variabilité pouvant aller jusqu'à zéro.

Rémunération des personnels identifiés

La détermination des collaborateurs en tant que personnel identifié relève d'un processus conjoint entre la Direction des Risques et du Contrôle permanent, la Conformité et la Direction des Ressources humaines.

Ce processus est sous la supervision du Comité des rémunérations de Crédit Agricole S.A. Les collaborateurs dits « personnel identifiés » couvrent les collaborateurs appartenant à une catégorie de personnel susceptible d'avoir un impact sur le profil de risque de par les fonctions exercées, à savoir :

- Les mandataires sociaux et dirigeants effectifs ;
- Les membres du comité exécutif de Crédit Agricole Assurances ;
- Le personnel exerçant les fonctions clés ;
- Les responsables d'activité de souscription et de développement commercial ;
- Les responsables des Investissements.

B.1.4 Principales caractéristiques des transactions significatives avec les parties liées

Il n'y a pas eu de transactions réalisées sur l'exercice.

B.2 Exigences de Compétence et d'Honorabilité

Le groupe Crédit Agricole Assurances a formalisé les règles d'appréciation et de justification de la compétence (individuelle et collective) et de l'honorabilité des personnes visées (Conseils d'administration, dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés) au sein de la « politique de compétence et d'honorabilité des compagnies d'assurance du groupe Crédit Agricole ».

Cette politique est revue annuellement et est modifiée par le Secrétariat Général du groupe Crédit Agricole Assurances si un évènement le justifie (ex : modification de règles d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité). Cette modification est alors portée à la connaissance du Président du Conseil et du Directeur Général de Crédit Agricole Assurances.

B.2.1 Dispositions du groupe Crédit Agricole Assurances en matière de compétence et d'honorabilité

Exigences réglementaires en matière de compétence

Domaine de compétence

Les domaines de compétence sont au nombre de cinq aussi bien pour l'appréciation de la compétence individuelle que pour la compétence collective. Il s'agit des domaines de l'assurance, de la gestion, de la finance, de la comptabilité et de l'actuariat.

Les compétences attendues par domaine sont décrites en détail dans la politique.

Compétence collective des Conseils d'administration

Le Conseil d'administration doit disposer collectivement des connaissances et de l'expérience nécessaires en matière de marchés de l'assurance et marchés financiers, de stratégie de l'entreprise et de son modèle économique, de son système de gouvernance, d'analyse financière et actuarielle et d'exigences législatives et réglementaires applicables à l'entreprise d'assurance.

L'appréciation de la compétence collective se fait au regard de l'ensemble des qualifications, des connaissances et des expériences de ses membres. Elle tient compte des différentes tâches confiées à chacun de ces membres, afin d'assurer une diversité de qualifications, de connaissances et d'expériences propre à garantir une gestion et une supervision professionnelles de l'entreprise.

Compétence individuelle des administrateurs, des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés

L'appréciation de la compétence individuelle :

- **Pour les Dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés** : l'appréciation de la compétence individuelle se fait sur l'ensemble des cinq domaines s'agissant des dirigeants effectifs et sur leur domaine de responsabilité s'agissant des responsables des fonctions clés, au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs, des expériences, des formations suivies qui sont détaillés dans le cadre du dossier d'agrément transmis à l'ACPR ;

Pour les Administrateurs : l'appréciation de leur compétence sur l'ensemble des cinq domaines cités précédemment se fait au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs et de leurs expériences et des agréments au titre des fonctions exercées.

Exigences réglementaires en matière d'honorabilité

L'honorabilité est appréciée en vérifiant que chaque personne n'a pas fait l'objet de condamnation pour blanchiment, corruption, trafic d'influence, détournement de biens, trafic de stupéfiants, fraude fiscale, faillite personnelle, etc. La réputation des personnes ainsi que leur intégrité sont aussi des éléments à prendre en considération dans l'évaluation.

Les personnes faisant l'objet d'une condamnation doivent cesser leur activité dans un délai d'un mois à compter de la date à laquelle la décision de justice est définitive.

La preuve est demandée pour justifier de l'honorabilité et consiste, a minima, en la production d'un extrait d'un casier judiciaire ou à défaut un document équivalent délivré par une autorité judiciaire ou administrative compétente.

Exigences réglementaires en matière de notification auprès de l'autorité de contrôle

L'ensemble des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés en activité doivent être notifiés à l'autorité de contrôle ainsi que toute nomination ou renouvellement de poste.

La direction juridique de chaque entité est en charge de recenser les informations nécessaires pour préparer les dossiers de notification auprès de l'ACPR.

B.2.2 Processus d'appréciation et de justification de la compétence et de l'honorabilité

Dispositif d'appréciation de la compétence

Compétence individuelle

L'appréciation s'appuie essentiellement sur les expériences acquises (fonction actuelle, mandats antérieurs, etc...) et les principes d'appréciation retenus se basent sur les éléments suivants :

- **Dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés** : l'appréciation de leur compétence, sur l'ensemble des 5 domaines s'agissant des dirigeants effectifs et sur leur domaine de responsabilité

A

B

C

D

E

pour les responsables des fonctions clés, se fait au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs, des expériences, des formations suivies qui sont détaillés dans le cadre du dossier d'agrément transmis à l'ACPR pour leurs fonctions exercées au sein d'une compagnie d'assurance.

- **Administrateurs** : l'appréciation de leur compétence sur l'ensemble des 5 domaines (cités précédemment) se fait au regard de leurs diplômes, des mandats antérieurs et de leurs expériences et des agréments au titre des fonctions de dirigeants exercées.

Pour le recensement des diplômes, des mandats, des expériences et des formations suivies, un support a été mis en place. Ce support intitulé « Appréciation et justification Compétence / Expérience / Connaissance » est complété pour tous les administrateurs, les dirigeants et les responsables de fonctions clés.

Ce support d'appréciation de compétence individuelle a été renseigné par les administrateurs fin 2015 fin 2017 et fin 2018. Les règles d'analyse de l'évaluation individuelle sont décrites dans la politique.

Compétence collective

En complément du support demandé pour l'appréciation de la compétence individuelle, un questionnaire permettant d'évaluer le niveau de compétence attendu pour chacun des cinq domaines est déployé auprès des administrateurs. Ce questionnaire est intitulé « auto-évaluation des connaissances liées à Solvabilité 2 ». Pour les administrateurs déjà en poste il doit être complété une seule fois à la mise en œuvre de Solvabilité 2. Pour les nouveaux administrateurs, il doit être complété lors de leur nomination.

L'appréciation de la compétence collective des Conseils d'administration se fait à partir de l'étude de toutes les compétences individuelles des administrateurs. En effet, on s'attache à capitaliser sur les diplômes, mandats et expériences mais également à vérifier un niveau de compétence sur les cinq thèmes requis par la directive Solvabilité 2 en vue d'établir et de proposer des plans de formations aux administrateurs.

Les niveaux de compétence attendus ainsi que les règles d'analyse de l'appréciation collective sont décrits dans la politique.

Plan de formation

L'analyse des résultats des évaluations des compétences réalisées permet de déterminer les plans de formations à mettre en œuvre.

- **Pour les Dirigeants effectifs et responsables des fonctions clés** : dans le cadre de la prise de fonction et suivant les besoins identifiés, des plans de formations peuvent être proposés et suivis par les dirigeants effectifs et les responsables des fonctions clés à titre individuel ;
- **Pour les Administrateurs** : le plan de formation proposé est identique pour tous les membres d'un même conseil. Néanmoins, des zooms sur des aspects spécifiques peuvent être réalisés sur demande d'un administrateur ce qui peut venir étayer le plan de formation collectif ou ces formations peuvent être dispensées à titre individuel.

Dispositif d'appréciation de l'honorabilité

Le Secrétariat Général de Crédit Agricole Assurances / Direction Juridique, apportent la preuve de l'honorabilité des administrateurs, des dirigeants effectifs et des responsables des fonctions clés et justifier qu'ils n'ont pas fait l'objet de condamnations, de sanctions judiciaires ou pénales.

Pour ce faire, en complément de la production d'un extrait de casier judiciaire ou d'un document équivalent, une déclaration sur l'honneur est transmise aux administrateurs, aux dirigeants effectifs et aux responsables des fonctions clés pour signature afin de justifier de leur honorabilité. Elle a été complétée une première fois avant la mise en application de Solvabilité 2 et est réactualisée une fois par an.

B.3 Système de gestion des risques

B.3.1 Dispositif de gestion des risques

Pour mener à bien ses orientations stratégiques, en maîtrisant et encadrant de façon appropriée ses risques, la société FINAREF RISQUES DIVERS se fixe un cadre d'appétence aux risques. Celui-ci s'articule autour d'indicateurs financiers, à caractère stratégique, relatifs aux trois dimensions que sont la solvabilité, le résultat et la valeur qui se déclinent en indicateurs clés par nature de risques constituant le socle de la stratégie Risques.

La stratégie Risques du groupe CACI, revue au moins annuellement, formalise le dispositif d'encadrement et de surveillance des différents risques auxquels l'expose la mise en œuvre de sa stratégie métiers (risques financiers, risques techniques et risques opérationnels) et notamment l'ensemble des limites et seuils d'alerte afférents. Elle est validée, ainsi que le cadre d'appétence aux risques, par le Conseil d'administration de la société FINAREF RISQUES DIVERS après examen des indicateurs et limites majeurs par le Comité des Risques du groupe Crédit Agricole S.A. (émanation du Comité exécutif de Crédit Agricole S.A. et présidé par son Directeur général).

Tout dépassement d'une limite ou franchissement d'un seuil d'alerte, et les mesures correctives associées, sont notifiés à la Direction générale du groupe Crédit Agricole Assurances, voire à la Direction des Risques du groupe Crédit Agricole S.A., s'agissant de limites de leur ressort. Ce dispositif de gestion des risques est complété par le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) comme présenté ci-dessous dans la section B.3.2.

La cartographie des risques constitue l'outil permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels Crédit Agricole Assurances est exposée. Elle est élaborée à partir des sources d'information disponibles et des systèmes de mesure existants, qui ont été normés au sein du groupe Crédit Agricole Assurances : tableaux de bord des risques, cartographie des risques opérationnels actualisée régulièrement, résultats des contrôles permanents, de la collecte des incidents et des pertes opérationnelles, constats des missions d'audit, analyses en provenance des différents métiers.

Au-delà de l'identification des principales expositions aux risques, la Direction des Risques exerce, en lien avec les autres Directions métiers et la Direction juridique, une veille permanente sur les risques relatifs aux activités d'assurance. Cette veille s'alimente de nombreuses sources (recherches économiques, études internes et externes, provenant de cabinets de conseil ou publiées par l'EIOPA, l'ACPR ou encore la FFA...).

Les autres types de risques sont également gérés selon un prisme groupe, en s'appuyant sur les expertises conjointes, en coordonnant les actions à caractère transverse (sécurité des Systèmes

A

B

C

D

E

d'information et PCA -Plan de Continuité de l'Activité- par exemple) et a minima en veillant au partage des bonnes pratiques.

B.3.2 Dispositif ORSA

Le dispositif d'évaluation interne des risques et de la solvabilité (ORSA) est organisé au niveau de chaque entité, et de façon consolidée, au niveau du groupe. Il est placé sous la responsabilité de la fonction Risques, avec la contribution tout particulièrement de la fonction actuarielle et de la Direction Finance et s'appuie sur le dispositif de gestion des risques existant (stratégie Risques notamment).

La démarche ORSA est intégrée au fonctionnement de l'entreprise et s'inscrit dans les processus décisionnels en place, au niveau stratégique, au niveau du pilotage et au niveau opérationnel. Ainsi, la société FINAREF RISQUES DIVERS synchronise son ORSA avec la préparation de son processus budgétaire (Plan Moyen Terme) et en utilise les résultats et analyses pour actualiser, en cohérence avec les éléments budgétaires et le capital planning, son cadre d'appétence et ses politiques métiers.

L'ORSA groupe est réalisé annuellement mais pourrait être actualisé en infra-annuel, en cas de changement significatif de l'environnement ou du profil de risques. Il s'alimente à partir des calculs et des éléments produits par les entités au niveau solo, basés sur l'utilisation de la formule standard, dont la cohérence globale est assurée par le cadre normatif de référence défini par Crédit Agricole Assurances et suivi par le groupe CACI :

- Des guidelines ORSA prospectifs groupe qui fixent notamment des points structurants de méthodologie.
- Des scénarios ORSA groupe appliqués par l'ensemble des entités et repris dans la vision solo lorsque les scénarios sont pertinents. Ils sont éventuellement complétés par des scénarios captant des risques significatifs à leur niveau et non couverts par les scénarios groupe. Pour la société FINAREF RISQUES DIVERS un scénario complémentaire a été défini : comme le risque principal est un risque de souscription (non-vie et santé), la compagnie a également retenu un scénario de stress sur la sinistralité de son portefeuille. Le choc a été calibré sur une probabilité d'évènement « 1 fois tous les 40 ans », en analysant la volatilité historique du portefeuille et en utilisant une loi normale.
- Un ensemble d'indicateurs partagés au niveau du groupe pour alimenter le socle commun minimum du tableau de bord groupe et entités et ainsi faciliter l'évaluation du profil de risque à chacun des niveaux, l'agrégation des indicateurs et leur analyse.

Pour l'ORSA 2018, qui a couvert les trois évaluations réglementaires de besoin global en solvabilité, conformité permanente et adéquation des hypothèses de la formule standard au profil de risque, les scénarios retenus pour les évaluations prospectives ont également tenu compte des risques non couverts par la formule standard. Ils ont visé à analyser les conséquences de situations pénalisantes telles qu'une prolongation des taux bas, un scénario de tension sur les souverains ou encore un scénario de croissance soutenue.

Ces travaux fournissent des éléments sur les besoins de financement du groupe, en qualité et en quantité, qui permettent de définir les opérations éventuelles de financement à mettre en place si ces scénarios se produisent (ceci est commenté dans le chapitre E. Gestion des fonds propres). Ils aident aussi à identifier les leviers d'actions en cas d'évolution vers l'un des scénarios adverses, le plus adverse au plan de la solvabilité s'avérant la persistance de taux très bas.

B.4 Système de contrôle interne

Le contrôle interne se définit comme l'ensemble des dispositifs mis en place pour assurer la maîtrise des activités et des risques de toute nature auxquels l'entité est exposée, permettant la régularité (au sens de la réglementation), la sécurité et l'efficacité des opérations.

Le groupe CACI s'assure, pour chacune de ses filiales porteuses de risques, de l'existence d'un dispositif adéquat de contrôle interne dont l'organisation répond aux principes communs suivants :

- Une couverture exhaustive des activités, des risques et des responsabilités des acteurs où la Direction générale est directement impliquée dans l'organisation et le fonctionnement du dispositif de contrôle interne ;
- Une définition claire des tâches qui comprend une séparation effective des fonctions d'engagement et des fonctions de contrôle et processus de décision fondés sur des délégations formalisées et à jour ;
- Des normes et procédures formalisées et actualisées, notamment en matière comptable ;
- Des dispositifs de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- Un système de contrôle comprenant des contrôles permanents intégrés dans le traitement des opérations (1^{er} degré) ou effectués par des opérationnels n'ayant pas engagé les opérations contrôlées (2^{ème} degré – 1^{er} niveau), ou réalisés par des collaborateurs dédiés (2^{ème} degré – 2^{ème} niveau), et des contrôles périodiques (3^{ème} degré) réalisés par l'Inspection générale ou l'Audit ;
- Une information du Directeur général et du Conseil d'administration sur la stratégie risques et le suivi de son application (dont les limites fixées et leur utilisation) ainsi que sur les résultats du contrôle interne et la mise en œuvre des actions associées, dans une démarche corrective.

Les plans de contrôle permanent s'articulent autour d'un plan de contrôle local composé de contrôles ciblés par rapport à la criticité des processus et aux risques les plus significatifs identifiés dans la cartographie des risques, de niveau 1, 2.1 (définis avec les responsables de processus) et 2.2, et d'un référentiel contrôles « clés » de niveau 2.2 établi par la Direction des risques du groupe Crédit Agricole S.A., portant sur la qualité et le bon fonctionnement du dispositif de surveillance et maîtrise des risques.

Trois intervenants distincts veillent à la cohérence et à l'efficacité du dispositif de contrôle interne et au respect de ces principes, sur l'ensemble du périmètre de contrôle interne du groupe CACI et donc de la société FINAREF RISQUES DIVERS :

- Le RCPR groupe CACI (fonction clé gestion des risques), responsable à la fois du dispositif de contrôle permanent et de la maîtrise des risques.
- Le responsable Conformité.
- Le Contrôle périodique (fonction clé Audit interne) qui intervient sur l'ensemble du groupe Crédit Agricole Assurances (y compris les fonctions Risques et Contrôle Permanent, Conformité), selon un mode de fonctionnement régi par la politique d'audit.

La maîtrise des risques de non-conformité est intégrée à l'ensemble du dispositif de contrôle permanent (cartographie des risques, plan de contrôle local et consolidé), ce qui contribue à une

A

B

C

D

E

bonne interaction entre les fonctions Risques et Contrôle permanent et Conformité. Des liens réguliers existent également avec l'Audit interne lors de la préparation des missions, et lors de la restitution, les constats et recommandations émis alimentant les plans d'actions et étant utilisés, en tant que de besoin, pour actualiser la cartographie des risques.

Enfin, le comité de contrôle interne CACI/PREDICA constitue l'instance de coordination des fonctions gestion des risques, conformité et audit interne et actuarielle.

Dans l'ensemble des domaines de la Conformité encadrés au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. par le corpus « FIDES », actualisé en 2017, la fonction Conformité couvre ceux qui sont applicables à l'assurance, et plus spécifiquement dans chacune des entités ceux applicables à ses propres activités. Elle décline ce corpus en procédures opérationnelles et définit le plan de contrôle permanent visant à s'assurer de son respect et de la maîtrise des risques de non-conformité identifiés lors de l'établissement ou l'actualisation de la cartographie des risques.

L'animation du dispositif de conformité, qui répond à l'objectif constant de préserver la réputation de la société FINAREF RISQUES DIVERS et éviter les impacts liés à une infraction au regard des réglementations applicables (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), comprend également des actions de formation, d'information des collaborateurs et du management. A l'instar de la fonction de gestion des risques, la fonction conformité émet des avis lors du lancement de nouveaux produits ou nouvelles activités, dont le processus d'approbation est sécurisé par les comités nouvelles activités et produits mis en place dans chaque entité, ainsi que lors de projets d'investissement.

B.5 Fonction audit interne

B.5.1 Principe général

La Fonction Audit Interne exerce ses activités dans le respect de la Politique d'Audit Interne approuvée en 2018 par le Conseil d'Administration du Groupe Crédit Agricole Assurances et de Caci. Cette politique – qui s'inscrit pleinement dans le cadre issu de la directive Solvabilité 2 – fait l'objet d'une révision annuelle. Elle est également conforme aux principes et standards établis par la Ligne Métier Audit Inspection du Groupe Crédit Agricole (LMAI).

La Fonction Audit Interne est mutualisée depuis 2010 au sein de la Direction de l'Audit Interne de Crédit Agricole Assurances (DAA). Dotée de 21 collaborateurs à Paris, elle s'appuie aussi sur les moyens et normes méthodologiques de la LMAI. La DAA assure la couverture de l'ensemble du périmètre de contrôle interne du Groupe Crédit Agricole Assurances. Elle contrôle également en direct Caci.

Suite à une mission conduite par l'Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne (IFACI) en mai 2015, la DAA a obtenu la certification de qualité attestant la conformité aux exigences requises par le référentiel professionnel de l'Audit interne du Global Institute of Internal Auditors.

B.5.2 Missions de la Fonction audit interne

La DAA exerce la « Fonction d'Audit Interne » du Groupe Crédit Agricole Assurances au sens de la directive Solvabilité 2 et le « Contrôle périodique » au sens de l'article 17 de l'arrêté du 03/11/2014. Elle mène des missions d'audit, sur pièces et sur place, au sein de l'ensemble des unités du périmètre de contrôle interne du Groupe Crédit Agricole Assurances (absence de « sanctuaire »), dont Caci. Son périmètre d'intervention couvre ainsi la totalité des entités, activités, processus et fonctions

relevant du périmètre de contrôle interne du Groupe Crédit Agricole Assurances en France et dans le réseau international. Il couvre également la gouvernance et les activités des trois autres fonctions clés au sens de la directive Solvabilité 2. Il porte enfin sur les prestations externalisées de services ou d'autres tâches opérationnelles essentielles ou importantes au sens de l'arrêté du 03/11/2014.

L'élaboration du plan d'audit annuel repose sur une cartographie des risques tenant compte de la totalité des activités et de l'ensemble du système de gouvernance, ainsi que de l'évolution attendue des activités. Elle donne lieu, aux niveaux du groupe et de Caci, à l'élaboration d'un plan d'audit pluriannuel visant une revue complète des activités sur une durée maximale de 5 ans (la fréquence de revue pouvant être plus courte selon l'évaluation des risques). Le plan d'audit est revu annuellement par le Comité d'Audit et des Comptes pour validation par le Conseil d'Administration.

Les missions effectuées par la DAA correspondent à des missions d'assurance au sens des normes professionnelles et non de conseil. Elles ont pour objet de s'assurer de l'adéquation et de l'efficacité du système de gestion des risques et du système de contrôle interne, et notamment :

- de la correcte mesure et maîtrise des risques liés à l'exercice des activités du Groupe Crédit Agricole Assurances (identification, enregistrement, encadrement, couverture) ;
- de l'adéquation et de l'efficacité des dispositifs de contrôles permettant d'assurer la fiabilité et l'exactitude des informations financières, de gestion et d'exploitation des domaines audités, en conformité avec le cadre normatif et les procédures en vigueur,
- de la correcte mise en oeuvre des actions correctrices décidées (y compris suite aux missions des Autorités de Supervision ou de l'Inspection Générale du Groupe Crédit Agricole),
- d'évaluer la qualité et l'efficacité du fonctionnement général de l'organisation.

Elles permettent ainsi de fournir aux membres de l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle (AMSB) du Groupe Crédit Agricole Assurances et de Caci, ainsi qu'à la Ligne Métier Audit Inspection du Groupe Crédit Agricole, une opinion professionnelle, indépendante et objective sur le fonctionnement, le système de gestion des risques et le système de contrôle interne de Caci.

B.6 Fonction actuarielle

La Fonction Actuarielle (FA) est organisée conformément aux nouvelles exigences réglementaires Solvabilité II. Elle s'appuie sur le principe de subsidiarité : chaque entité du groupe Crédit Agricole Assurances dispose des moyens nécessaires pour la gestion des risques inhérents à son activité et met en place une Fonction Actuarielle Solo conforme aux exigences Solvabilité II. Pour FINAREF RISQUES DIVERS, la revue des travaux réalisés par le département Actuariat est externalisée auprès du cabinet Milliman. Sur la base de ses propres contrôles et du rapport de revue de Milliman, le Directeur Technique CACI, détenteur de la Fonction Actuarielle, émet ses propres conclusions dans un rapport destiné au Conseil d'Administration de la société FINAREF RISQUES DIVERS.

La fonction actuarielle endosse les principales missions suivantes :

- Coordonner le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- Assurer la pertinence des méthodologies et des modèles sous-jacents utilisés ainsi que les hypothèses émises dans le calcul des provisions techniques prudentielles ;

A

B

C

D

E

- Évaluer l'adéquation et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques prudentielles ;
- Comparer le calcul des meilleures estimations aux observations empiriques ;
- Informer le Conseil d'Administration de la fiabilité et de l'adéquation du calcul des provisions techniques ;
- Superviser le calcul des provisions techniques dans les cas d'une qualité de données insuffisante (comme défini dans l'Article 82 de la Directive) ;
- Donner son opinion sur la politique globale de souscription ;
- Donner son opinion sur l'adéquation de dispositions de réassurance ;
- Contribuer à la mise en œuvre effective du système de gestion des risques, en particulier en ce qui concerne la modélisation des risques étant à la base du calcul des besoins en Fonds Propres et en besoin de Solvabilité.

B.7 Sous-traitance

B.7.1 Principes généraux et objectif de la politique de sous-traitance du groupe

La politique de sous-traitance :

- Définit ce qui est considéré comme relevant de la sous-traitance, notamment au regard des obligations liées à Solvabilité 2 ;
- Définit les critères permettant de qualifier une prestation d'essentielle (PSEE), telle que stipulée dans la directive Solvabilité 2 et la réglementation bancaire ;
- Fixe les principes généraux et les étapes principales qui s'appliquent au processus de sous-traitance pour le Groupe CACI ;
- Identifie les responsabilités associées ;
- Décrit le dispositif de suivi et de contrôle associé à la sous-traitance (y compris sa prise en compte dans les activités auditées).

Cette politique de sous-traitance s'applique à l'ensemble des domaines de sous-traitance du groupe CACI, quelle que soit la direction prescriptrice.

La politique constitue un ensemble de principes directeurs qui s'appliquent à l'ensemble du groupe.

B.7.2 Relation entre le groupe et les filiales

Cette politique, revue annuellement, est validée par le Conseil d'Administration de Crédit Agricole Assurances. Le RCPR du groupe Crédit Agricole Assurances est en charge de sa mise en œuvre et de proposer les modifications nécessaires pour en assurer la mise à jour régulière.

La politique de sous-traitance est déclinée dans les différentes filiales par les Responsables de Contrôle Permanent et des Risques de chaque filiale sur leur périmètre respectif. Les politiques de sous-traitance des filiales sont validées par la direction Générale de chaque entité, selon son

processus de gouvernance propre, et présentées à son Conseil d'Administration. La décision d'externalisation revient à chaque entité sur son périmètre d'activité.

Le Groupe Crédit Agricole Assurances a un rôle de coordinateur, avec l'établissement de principes communs complétant la politique de sous-traitance, visant à garantir une approche homogène au niveau du groupe dans la définition des critères de qualification d'une nouvelle prestation (en particulier les critères de qualification des opérations dites « critiques ou importantes ») mais aussi dans le suivi des prestations communes.

A ce jour, un clausier standard dicté par Crédit Agricole S.A. s'applique sur l'ensemble du Groupe et permet ainsi un respect des exigences réglementaires en matière de contractualisation avec les prestataires

B.7.3 Cas des activités critiques ou importantes

La société externalise deux activités critiques ou importantes auprès d'entités du groupe Crédit Agricole Assurances voire du groupe Crédit Agricole S.A., dans une optique de capitaliser sur leur savoir-faire, faire jouer les synergies et bénéficier d'un effet de taille :

- Un mandat de gestion de son portefeuille d'investissement confié à Amundi (société de gestion du groupe Crédit Agricole S.A. détenu majoritairement par le groupe) : leader de la gestion d'actifs financiers en France et en Europe qui offre une gamme complète de produits couvrant toutes les classes d'actifs et les principales devises. Un Comité Risques Amundi / Crédit Agricole Assurances se tient mensuellement pour le suivi des risques des opérations sous-traitées. D'autres comités sont également mis en place notamment entre la direction des investissements et les gestionnaires de portefeuille pour le suivi des différentes classes d'actifs. Cette prestation est commune à plusieurs compagnies de Crédit Agricole Assurances, Amundi subdéléguant d'ailleurs partiellement à CACEIS (comptabilité titres).
- Les services informatiques externalisés à Crédit Agricole Consumer Finance, filiale du groupe Crédit Agricole et partenaire commercial de la société FINAREF RISQUES DIVERS sur son activité Prévoyance.

A

B

C

D

E

C. PROFIL DE RISQUES

Le profil de risques de la société FINAREF RISQUES DIVERS décrit par la suite dans cette section est le résultat de la cartographie des risques qui constitue l'outil permettant d'identifier et d'évaluer les risques auxquels la société est exposée. Ce profil de risques est utilisé comme base de calcul du besoin en capital de la société FINAREF RISQUES DIVERS qui sera lui-même développé ultérieurement dans la partie E du rapport.

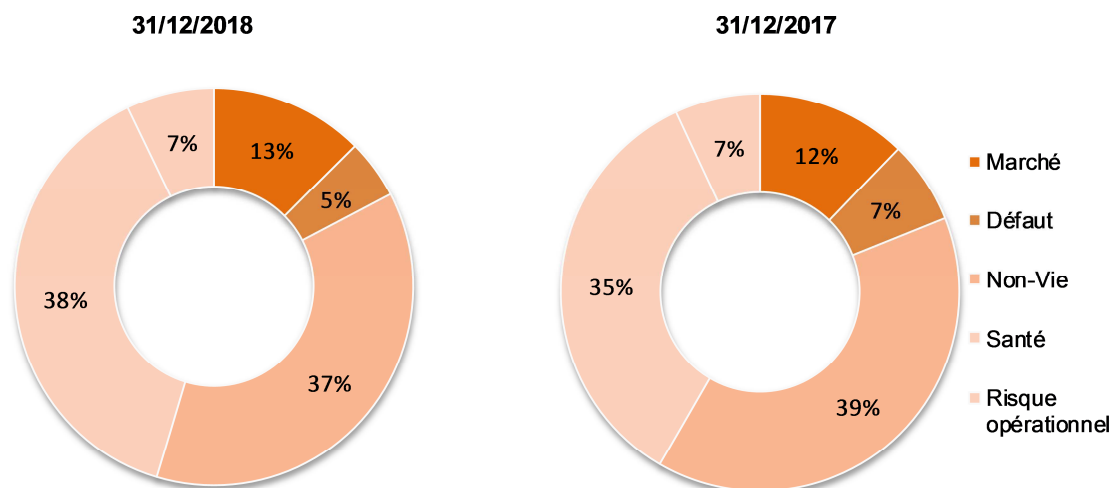
C.1 Introduction

Les principaux risques auxquels la société FINAREF RISQUES DIVERS est exposée, marché et souscription non-vie et santé, pris en compte dans la formule standard du calcul du capital de solvabilité requis. Celle-ci couvre également les autres risques techniques, moins significatifs pour la compagnie, ainsi que les risques opérationnels.

Les risques qui n'ont pas de correspondance dans la formule standard font l'objet, comme chacun des risques identifiés, d'un dispositif de gestion et d'un suivi permettant, le cas échéant, d'alerter la gouvernance, si une déviation par rapport au cadre de gestion courante est observée. Les principaux risques sont analysés via des scénarios de stress.

Au regard des risques identifiés à fin 2018, le besoin en capital de la société FINAREF RISQUES DIVERS (SCR) s'élève à 16 036 milliers d'euros. L'exposition aux risques¹ est composée en grande partie par les exigences de capital au titre des risques de souscription (76%) et dans une moindre mesure des risques de marché (13%).

Contribution des modules de la formule standard au SCR



C.2 Risque de souscription

La société FINAREF RISQUES DIVERS est présente sur les activités de Prévoyance et de Dommages aux Biens.

¹ L'exposition aux risques se définit comme le BSCR (SCR de base) avant diversification après absorption des pertes par les provisions techniques et intégrant le risque opérationnel

L'exposition aux risques de souscription représente à fin 2018 près de 76% de l'exposition totale. Sa proportion est stable par rapport à 2017.

C.2.1 Exposition aux principaux risques

Risque de souscription Non Vie :

Le risque de souscription non-vie constitue le deuxième risque porté par la société FINAREF RISQUES DIVERS et représente 37% de l'exposition totale à fin 2018.

Il est composé principalement du risque de primes et de réserves non-vie. Ceci est lié à l'activité Dommages aux Biens qui propose des garanties non-vie de type casse, accident mais aussi à l'activité Prévoyance pour des garanties perte d'emploi.

La société est également exposée, du fait de son activité Dommages aux Biens, au risque de fréquence et au risque exceptionnel qu'il ait pour origine le risque de catastrophe, notamment climatique.

Risque de souscription Santé :

Le risque de souscription Santé est le premier risque porté par la société FINAREF RISQUES DIVERS. Il représente 38% de l'exposition totale à fin 2018.

Les risques Santé sont principalement portés par les contrats Santé et Garanties Accident de la Vie pour les risques « Similaires à la non Vie ».

La société est à ce titre principalement exposée aux risques de fréquence et exceptionnels (survenance de sinistres individuels d'un montant élevé) ainsi qu'aux risques biométriques (incapacité/invalidité).

C.2.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Le rapport entre les sinistres - déclarés, liquidés ou provisionnés - et les primes acquises constitue l'indicateur essentiel de suivi du risque et est comparé au ratio cible construit sur un scénario de sinistralité standard. Le suivi de la sinistralité pour FINAREF RISQUES DIVERS à travers les ratios sinistres/primes ne montre pas de signal d'alerte.

C.2.3 Principales concentrations

Concentration d'activités

Au 31/12/2018, les activités Non Vie et Santé représentent respectivement 37% et 38% de la contribution des risques de souscription à l'exposition au risque globale, montrant une relative diversification des activités de la société FINAREF RISQUES DIVERS.

Concentration géographique

Toute l'activité de souscription est exclusivement rattachée à la couverture de risques pouvant se réaliser en France.

C.2.4 Sensibilités

Le changement des courbes de taux sans risque peut avoir un impact indirect sur le risque de souscription. Cette sensibilité est testée par la compagnie, notamment lors des sensibilités effectuées sur l'actif (courbes de taux obligataires) développées dans la section C.2.

A

B

C

D

E

Comme le risque principal de la société FINAREF RISQUES DIVERS est un risque de souscription (non-vie et santé), la compagnie a également retenu un scénario de stress sur la sinistralité de son portefeuille. Le choc a été calibré sur une probabilité d'évènement « 1 fois tous les 40 ans », en analysant la volatilité historique du portefeuille (avec une segmentation entre les portefeuilles Prévoyance et Dommages aux Biens) et en utilisant une loi normale.

C.3 Risque de marché

Le risque de marché, à fin 2018, représente 13% de l'exposition aux risques.

Ils peuvent provenir de :

- Risques de taux ;
- Risques actions ;
- Risques de contrepartie, sous l'angle à la fois du risque de défaut (émetteurs des obligations en portefeuille, contreparties des opérations de gré à gré) et d'évolution du spread rémunérant le risque émetteur.

C.3.1 Exposition aux risques

Le risque de marché est composé, à fin 2018, principalement des risques de spread, actions et de baisse des taux d'intérêt.

La faible exposition au risque de concentration reflète la politique de diversification en matière d'émetteurs mise en œuvre par la société FINAREF RISQUES DIVERS via le respect de limites de concentration.

Le portefeuille obligataire est composé d'obligations issues de plusieurs émetteurs dont les principaux sont situés aux Pays-Bas, au Luxembourg et en France.

C.3.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Les différentes techniques de gestion et réduction des risques exposées ci-après relèvent également de la mise en application du principe de la personne prudente. De plus, des dispositifs ont été mis en place pour prévenir tout conflit d'intérêts et sécuriser le processus en cas de nouveau type d'investissement.

Risque de taux

La société FINAREF RISQUES DIVERS dispose de différents leviers face aux mouvements de baisse ou hausse durable des taux d'intérêt.

Ces leviers consistent en :

- l'ajustement de la duration, en fonction de l'écoulement prévisionnel des passifs ;
- la conservation de liquidités ou d'actifs taux cessibles avec faible impact en plus ou moins-values.

Le tableau de bord de la société FINAREF RISQUES DIVERS comporte les indicateurs permettant de suivre ces leviers : taux de rendement moyen du portefeuille, taux de couverture du portefeuille obligataire, dotations aux réserves...

Risque de spread

Le risque de contrepartie, et d'évolution du spread rémunérant ce risque, est encadré par le biais de limites sur la répartition des émissions dans les différentes tranches de rating.

L'analyse et le suivi rapproché du risque émetteur sont effectués par les équipes Risques d'Amundi (auxquelles est déléguée la gestion des portefeuilles). Des revues trimestrielles de portefeuille avec Amundi (intégrant des thématiques sectorielles en lien avec l'environnement économique), complétées par des revues avec la Direction des Risques du groupe CA S.A. permettent une gestion pro-active, avec, si jugé nécessaire, la mise sous surveillance d'émetteurs (liste commune au groupe Crédit Agricole Assurances recensant les émetteurs sur lesquels il est interdit d'investir), ou faire l'objet de programmes de cessions pour risques.

Risque des actifs de diversification

Des limites sont imposées globalement aux investissements de diversification (non taux) et individuellement à chaque classe d'actifs. Ces actifs, en effet, s'ils sont susceptibles de procurer une rentabilité supérieure et apporter de la diversification, induisent un risque de valorisation et de provisionnement comptable (provision pour dépréciation durable, avec impact éventuel sur la rémunération des assurés).

C.3.3 Concentration

Le risque de concentration est évalué à 749 K€ et contribue à hauteur de 13% au SCR de marché pour la société FINAREF RISQUES DIVERS. Il n'y a eu aucun changement important dans les émetteurs ou les opérateurs.

Le risque de concentration est maîtrisé par différents jeux de limites, calibrées selon la nature de la contrepartie:

- sectoriel : répartition du portefeuille obligataire par catégorie d'émetteurs (souverains, agences, financières, corporates...), exposition sur l'immobilier (taux et actions) ;
- pays : exposition tous types d'actifs ;
- rating : ventilation des émetteurs par rating et dispersion -poids du top 10- des tranches de rating A et BBB.

Les investissements en actifs de diversification satisfont également à des règles de concentration unitaire et au sein d'une catégorie

Le risque de concentration de réassurance est également limité pour la société FINAREF RISQUES DIVERS dont le taux de cession en réassurance est très faible (limité à l'activité Prévoyance).

C.3.4 Sensibilités

Des scénarios de stress relatifs aux risques financiers sont établis dans le cadre de l'ORSA et fournissent une vision prospective, sur l'horizon du business plan, du besoin de solvabilité, en intégrant les hypothèses de ce plan, en matière notamment de distribution de dividendes et de financement.

Lors de l'ORSA 2018, les scénarios stress choisis en lien avec le profil de risque de la société FINAREF RISQUES DIVERS ont été réalisés sur la base des contextes suivants:

- Scénario de Tension sur les souverains, caractérisé par des taux d'intérêts restant bas, une hausse importante des spreads en 2019 et une baisse conséquente de la valeur des actions en 2019 et 2020 ;
- Scénario de Taux bas caractérisé par des taux d'intérêts et des spreads restant très bas ainsi que par une baisse conséquente de la valeur des actions en 2019 et 2020 ;
- Scénario de Croissance soutenue caractérisé par une hausse progressive des taux d'intérêts et des spreads.

Dans tous les cas et en cohérence avec les conclusions du rapport ORSA, les exigences réglementaires en matière de couverture de solvabilité ont été satisfaites.

Des analyses de sensibilités financières ont été également réalisées sur le ratio de solvabilité au 31/12/2018. Elles ont porté sur les principaux facteurs de risque pris isolément (actions, taux, spread), puis combinés. Les hypothèses retenues sont décrites ci-après :

Sensibilités financières « stand-alone »

Sensibilité	Description
Scénario central	Exercice 31/12/2017
Scénario hausse des taux	+ 50bps
Scénario baisse des taux	- 50bps
Scénario baisse des actions	- 25%
Scénario hausse des spreads corporate	+ 75bps
Scénario hausse des spreads souverains	+ 75bps
Scénario combiné	Baisse des taux / baisse des actions / Hausse des spreads

Sensibilité financière combinée « baisse des taux »

Sensibilité commune	Choc retenu
Actions	- 15%
Taux	- 25 bps
Spread	Govies + 85 bps
	Corporates: AAA et AA: +70 bps, A: +110 bps, BBB: +140 bps

C.4 Risque de contrepartie

C.4.1 Exposition aux risques

Le risque de défaut des contreparties constitue un risque mineur pour la société FINAREF RISQUES DIVERS puisqu'il représente 7% de l'exposition aux risques à fin 2018.

L'exposition provient :

- Des contreparties financières sur les dépôts / liquidités en banque (défaut de la banque gestionnaire du compte de dépôt à honorer ses engagements) ;
- Des contreparties de réassurance (défaillance d'un réassureur qui ne lui permettrait plus de prendre en charge une part du montant de sinistres qui lui revient).

C.4.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Contreparties financières :

Les liquidités ne sont généralement pas laissées sur les comptes courants mais placées en OPCVM monétaires.

Contreparties réassurance :

La maîtrise du risque de défaut des réassureurs repose sur des normes internes groupe Crédit Agricole Assurances, à savoir :

- en premier lieu, la contractualisation avec des réassureurs satisfaisant à un critère de solidité financière minimum (A-), dont le respect est suivi tout au long de la relation ;
- des règles de dispersion des réassureurs (par traité) et de limitation de la concentration des primes cédées à un même réassureur définies par chacune des compagnies qui en assure le suivi. Le groupe surveille la concentration des primes cédées globalement, par réassureur.

C.4.3 Principales concentrations

La société FINAREF RISQUES DIVERS n'a aucune concentration prépondérante dans ses investissements.

C.5 Risque de liquidité

C.5.1 Exposition aux risques

La société FINAREF RISQUES DIVERS doit être en mesure de couvrir ses passifs exigibles (prestations notamment). Le risque provient de l'éventualité d'avoir à concrétiser des moins-values pour y faire face (conditions défavorables de marché, choc de prestations).

Ce risque, qui n'est pas quantifié dans la formule standard peut être appréhendé par différentes approches qui seront détaillées dans la partie suivante.

Au 31 Décembre 2018, le montant de produits futurs sur les primes futures (EPIFP) de la société FINAREF RISQUES DIVERS s'élève à 1 643 milliers d'euros.

C.5.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

La société FINAREF RISQUES DIVERS conserve des liquidités à son actif dans des proportions dimensionnées pour répondre à un choc de passif.

D'une part, la liquidité est un critère de sélection des investissements : majorité de titres cotés sur des marchés réglementés, limitation des actifs par nature moins liquides comme, par exemple, l'immobilier physique, le private equity, les obligations non notées, les titres de participation, la gestion alternative.

D'autre part, des dispositifs de gestion de la liquidité sont définis par la société FINAREF RISQUES DIVERS dans le cadre de la gestion actif/passif, avec des indicateurs adaptés aux différents horizons (court terme, moyen terme, long terme).

De plus, les gaps de trésorerie sont analysés afin d'identifier les éventuelles maturités à privilégier ou au contraire à éviter (excédent de tombées, avec risque de taux lors du rempli).

C.5.3 Sensibilités

Des scénarios de stress visent à simuler une crise de confiance dans un environnement perturbé et à appréhender alors la résilience en termes de liquidité. Compte tenu de la politique financière en place et notamment la définition d'un ratio de liquidité minimum, aucun test de sensibilité n'a été réalisé.

C.6 Risque opérationnel

C.6.1 Exposition aux risques

Le besoin en capital au titre du risque opérationnel s'élève à 2 030 milliers d'euros au 31/12/2018.

Les thématiques de risques les plus sensibles concernent, au plan de l'exécution des processus, la production de l'information financière et comptable (restructuration en cours des contrôles sur la prestation CACEIS), avec un enjeu majeur en termes de qualité des données, et, de manière assez générale, la fraude (contrats, sinistres). Les dysfonctionnements informatiques, qui peuvent avoir des conséquences sur les délais de traitements et, également, altérer des données, sont généralement difficiles à valoriser. Une attention est aussi portée à la Sécurité des biens et des personnes.

Les risques de non-conformité (recensés principalement dans la catégorie clients, produits et pratiques commerciales) constituent également un enjeu majeur, au plan du risque de réputation voire des sanctions auxquelles ils peuvent exposer, alors que le nombre de réglementations s'accroît et que le cadre réglementaire se durcit. Dans un contexte de renforcement de la réglementation (Directive sur la distribution de l'assurance, General Data Protection Regulation, loi Sapin 2, quatrième directive notamment), et du projet de remédiation relatif aux sanctions internationales (OFAC) la conformité et la sécurité financière, les principales thématiques ont trait à la lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (sanctions internationales), la protection de la clientèle (traitement des réclamations, traitement des capitaux en déshérence). La société FINAREF RISQUES DIVERS doit être également vigilante au respect de la réglementation relative aux titres (franchissements de seuils par exemple, prévention des délits d'initiés...).

C.6.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

La société FINAREF RISQUES DIVERS dispose d'une démarche risques opérationnels au travers de la mise en place d'une cartographie des événements de risques (réactualisée périodiquement pour intégrer les évolutions d'organisation, les nouvelles activités, voire les évolutions du coût du risque et les conclusions des missions d'audit), de la collecte des pertes opérationnelles et d'un dispositif de surveillance et d'alerte. Les risques considérés comme significatifs en résiduel (après prise en compte des éléments de maîtrise) font l'objet de plan d'actions.

Le plan de continuité de l'activité (PCA) répond aux normes Groupe CA S.A. et couvre les scénarios de risques majeurs (destruction physique du site informatique, du site opérationnel d'un métier, notamment, et, avec des dispositifs pas encore uniformisés, l'attaque virale et la destruction massive logique de données) : adoption de la solution du groupe CA S.A. pour le site de repli utilisateurs, Plan de Secours Informatique (PSI) s'appuyant sur l'environnement d'exploitation et de production informatique mutualisé du Groupe CA S.A. (site de Greenfield). Tant le PRU (Plan de Repli Utilisateurs avec déplacement des utilisateurs sur le site) que le PSI sont testés selon une périodicité annuelle.

La sécurité des systèmes d'information repose, pour sa part, sur les politiques de sécurité groupe CA S.A. Un programme triennal de chantiers sécuritaires (dont habilitations, tests d'intrusion, déploiement des scénarios d'indisponibilité logique du SI) déclinant le programme CA S.A. « CARS » (Crédit Agricole Renforcement de la Sécurité SI), pour lutter contre les menaces de cyber-attaque, est en cours. Parallèlement des actions de sensibilisation des collaborateurs sont déployées.

Le dispositif de Conformité mis en place au sein de la société FINAREF RISQUES DIVERS incluant des comités nouvelles activités / nouveaux produits, permet de sécuriser les risques de non-conformité auxquels l'entité est exposée. Des instances de coordination concourent au renforcement du pilotage de niveau groupe CAA.

C.6.3 Sensibilités

Il n'existe pas de démarche par sensibilité au sein de la société FINAREF RISQUES DIVERS pour les risques opérationnels.

Les impacts des risques opérationnels sont mesurés en termes d'image ou d'impacts financiers, à travers la cartographie des risques opérationnels. Celle-ci permet d'identifier les processus critiques, porteurs de risques importants, et les plans d'actions nécessaires pour en améliorer la maîtrise.

C.7 Autres risques significatifs

C.7.1 Exposition aux risques

Risque de réputation

La société FINAREF RISQUES DIVERS est peu exposée au risque de réputation. Elle peut être exposée indirectement par son appartenance au groupe Crédit Agricole sur tout facteur affectant la position concurrentielle, la réputation (produits lancés, commercialisation) ou la qualité de crédit des banques du groupe.

Risque d'évolution de l'environnement légal

Les changements de normes, du fait des évolutions juridiques et de l'environnement légal dans lequel opère la société FINAREF RISQUES DIVERS constituent également une source non négligeable de risques.

C.7.2 Principales techniques de gestion et de réduction du risque

Risque de réputation

La société FINAREF RISQUES DIVERS sécurise la création des nouveaux produits avec la tenue systématique de comités Nouvelles Activités et nouveaux Produits, qui examinent les documents contractuels et commerciaux, les bagages de formation et outils d'aide à la vente destinés aux distributeurs.

Les actions de prévention en matière de réputation et d'image intègrent également des procédures de gestion des relations avec les tiers, notamment la presse, et une veille destinée à détecter l'émergence du risque (presse, médias, réseaux sociaux, comparateurs, forums...) et être en mesure d'organiser une réponse appropriée.

A

B

C

D

E

Risque d'évolution de l'environnement réglementaire

La veille exercée par le Juridique et la Conformité, sur les évolutions de la réglementation notamment, qui s'alimente également de la veille au niveau du groupe Crédit Agricole, permet d'en anticiper les impacts et de se préparer aux changements qu'elles peuvent induire.

D. VALORISATION DU BILAN PRUDENTIEL

D.1 Introduction

Le bilan prudentiel de la société FINAREF RISQUES DIVERS est préparé en conformité avec l'article 75 de la Directive Solvabilité 2. Il est arrêté au 31 décembre.

D.1.1 Principe de valorisation

L'article L.351-1 du code des assurances prévoit que le principe général de valorisation du bilan prudentiel est celui d'une évaluation économique des actifs et passifs :

- a. les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être échangés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes ;
- b. les passifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient être transférés ou réglés dans le cadre d'une transaction conclue, dans des conditions de concurrence normales, entre des parties informées et consentantes.

Les actifs visés au paragraphe a. sont évalués à leur valeur économique en respectant la hiérarchie de méthodes suivante :

- Méthode 1 : Prix coté sur un marché actif pour un actif identique : un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.
- Méthode 2 : Prix coté sur un marché actif pour un actif similaire en l'ajustant pour tenir compte de ses spécificités.
- Méthode 3 : Si aucun prix coté sur un marché actif n'est disponible, les entreprises devraient recourir à des techniques de valorisation sur la base d'un modèle (mark-to-model) ; les valeurs alternatives obtenues devant être comparées, extrapolées, ou sinon calculées dans la mesure du possible à partir de données de marché. Il peut s'agir d'une méthode basée :
 - sur des transactions portant sur des actifs similaires,
 - d'une méthode basée sur les revenus futurs actualisés générés par l'actif ou,
 - d'une méthode basée sur le calcul du coût de remplacement de l'actif.

Aucun ajustement visant à tenir compte de la qualité de crédit propre n'est apporté à la valorisation des passifs visés au paragraphe b.

D.1.2 Compensation des actifs et des passifs

Pour l'établissement de son bilan prudentiel, la société FINAREF RISQUES DIVERS compense un actif et un passif et présente un solde net si et seulement si la société a un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et le passif simultanément.

A

B

C

D

E

D.1.3 Recours aux estimations et utilisation du jugement d'expert

Les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur. Elles servent de base à l'exercice du jugement nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs qui ne peuvent être obtenues directement par d'autres sources.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation ;
- le comportement des assurés ;
- les changements démographiques.

D.1.4 Evénements postérieurs à la clôture

Aucun événement significatif ne s'est produit depuis le 31 Décembre 2018.

D.2 Actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2018
Obligations	84 082
Organismes de placement collectif	8 459
Détentions dans des entreprises liées, y compris participations	3 701
Prêts et prêts hypothécaires	-
Provisions techniques cédées	(685)
Créances d'assurance et des intermédiaires	11 128
Créances de réassurance	755
Créances (financières, non liées à l'assurance)	563
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 100
Total Actif	109 103

La variation du bilan en normes Françaises par rapport au bilan S2 s'explique principalement par :

- L'élimination des incorporels : logiciels (-2 milliers d'euros)
- La réévaluation des actifs financiers comptabilisés au coût amorti en normes françaises : Obligations (7 013 milliers d'euros) et OPC (894 milliers d'euros),
- La réévaluation des provisions techniques cédées (-837 milliers d'euros), l'élimination des frais d'acquisitions reportés (-871 milliers d'euros) et des charges de gestion constatées d'avance (-233 milliers d'euros).

D.2.1 Actifs incorporels et frais reportés

Actifs incorporels (y compris Goodwill)

Les immobilisations incorporelles sont des actifs identifiables non monétaires et sans substance physique. Un actif est considéré comme identifiable s'il peut être vendu ou transféré séparément, ou bien s'il a pour origine des droits contractuels ou d'autres droits juridiques.

Les actifs incorporels hors goodwill peuvent être reconnus dans le bilan prudentiel pour une valeur non nulle si :

- ils sont identifiables ;
- l'entreprise peut obtenir les bénéfices économiques futurs liés à ces actifs ;
- ils ont une valeur disponible sur un marché actif.

Dans ce cas uniquement, ils sont évalués à leur juste valeur dans le bilan prudentiel.

Les immobilisations incorporelles de la société **FINAREF RISQUES DIVERS** sont des licences de logiciels.

Dans la mesure où ces actifs ne remplissent pas les critères ci-dessus, ils sont valorisés à zéro dans le bilan prudentiel de la société.

Frais d'acquisition reportés

Les frais d'acquisition reportés sont constitués par la fraction imputable aux exercices ultérieurs des commissions versées aux intermédiaires et des frais internes d'acquisition.

Les frais et les chargements d'acquisition reportés en normes locales sont éliminés dans le bilan prudentiel.

D.2.2 Instruments financiers

Les placements des sociétés d'assurance sont présentés par nature dans le bilan prudentiel (obligations, fonds d'investissement, prêts, dépôts ...).

En normes françaises, les instruments financiers sont comptabilisés et évalués selon les règles définies aux articles R 343-9, R 343-10, R 343-11 du Code des Assurances et l'article 122-4 du règlement de l'ANC.

Pour établir le bilan prudentiel, ces placements sont réévalués à leur valeur économique et les éventuelles provisions constatées en normes françaises sont annulées.

D.2.3 Provisions techniques cédées

Les règles de valorisation des provisions techniques cédées sont présentées dans le paragraphe 1.2 sur les provisions techniques.

A

B

C

D

E

D.2.4 Impôts différés

Un actif d'impôt différé est comptabilisé dans la mesure où il est probable que l'entreprise disposera de bénéfices imposables futurs (autres que ceux déjà pris en compte par ailleurs dans le bilan prudentiel) sur lesquels ces différences temporelles, pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

La valorisation des impôts différés dans le bilan économique se fait selon une approche bilancielle en comparant la valeur des actifs et passifs dans le bilan prudentiel avec leur valeur fiscale.

Les impôts différés comptabilisés dans le bilan prudentiel résultent :

- De différences temporelles (notamment liées à l'application de la juste valeur) entre la valeur prudentielle et la valeur fiscale des actifs et passifs ;
- Des crédits d'impôts et déficits reportables non utilisés.

D.2.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans le bilan prudentiel, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont évalués à la juste valeur. La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue.

En pratique, compte tenu du caractère de court terme de ces instruments, juste valeur et coût amorti sont des montants jugés proches. Il n'y a donc pas de réévaluation entre le bilan normes locales et le bilan prudentiel.

D.2.6 Autres créances

Les actifs sont valorisés au montant pour lequel ils pourraient faire l'objet d'une transaction dans des conditions de concurrence normales.

Ainsi, dans le bilan prudentiel :

- les créances nées des opérations d'assurance et de réassurance doivent faire l'objet d'une valorisation en valeur économique dès lors :
 - qu'elles ne sont pas incluses dans les flux de trésorerie servant de base au calcul des meilleures estimations ;
 - qu'elles présentent une antériorité supérieure à 1 an.

Cette valeur économique est déterminée sur la base de flux de trésorerie actualisés au taux sans risque. Cette actualisation devra tenir compte d'un ajustement correspondant à un taux de perte historique observable (prise en compte de la politique de dépréciation des créances sur la base des données historiques).

Il est possible de retenir la valeur comptable des créances dès lors que leur maturité est inférieure à 1 an.

Lorsque l'impact de réévaluation n'est pas significatif, les créances nées des opérations d'assurance et de réassurance acceptées ainsi que les créances nées des opérations de cessions en réassurance sont comptabilisées sur la base de leur valeur nominale dépréciée en cas de pertes avérées, conformément aux normes françaises.

- les autres créances n'ont pas nécessité de réévaluation entre normes françaises et normes prudentielles, excepté pour les charges constatées d'avance : les charges constatées d'avance sur commissions d'intermédiaires admises en normes françaises n'ont pas fait l'objet de report à l'actif dans la mesure où ces commissions ont été prises en compte dans les flux de trésorerie servant de base de calcul aux meilleures estimations.

A

B

C

D

E

D.3 Provisions techniques

D.3.1 Synthèse des provisions techniques

Synthèse des provisions techniques Solvabilité 2 de la société FINAREF RISQUES DIVERS

(en milliers d'euros)	2018			Total
	Assurance de protection du revenu	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance Pertes pécuniaires diverses	
Meilleure estimation brute	5 229	11 817	1 652	18 698
Marge pour risque	728	611	85	1 424
Total Provisions techniques brutes	5 957	12 429	1 737	20 123
Meilleure estimation cédée	(685)	-	-	(685)
Total Provisions techniques nettes	6 642	12 429	1 737	20 808

Tableau comparant les provisions techniques en normes Solvabilité 2

(en milliers d'euros)	2018
Provisions techniques - Non-Vie (excluant la santé)	14 165
Provisions techniques - santé (similaire à la non-vie)	5 957

La variation du bilan en normes françaises par rapport au bilan S2 s'explique principalement par :

- La réévaluation des provisions techniques -7 802 milliers d'euros, après calcul de la meilleure estimation.

Du fait de la baisse de l'activité de la société **FINAREF RISQUES DIVERS**, le montant des provisions techniques est en baisse entre 2017 et 2018 de près de 27%.

D.3.2 Principes de valorisation

La valeur des provisions techniques sous Solvabilité 2 correspond à la somme des meilleures estimations (« BE » ou Best Estimate) des provisions et de la marge pour risque (« RM » ou Risk Margin).

La meilleure estimation représente la plus juste estimation des engagements envers les assurés et est calculée :

- en cohérence avec les informations de marché disponibles à la date de l'évaluation ;
- en adoptant une approche objective et fiable et ;
- en respectant le cadre réglementaire en vigueur localement.

Les BE sont calculés bruts de réassurance, sans déduction des montants cédés aux réassureurs : les BE cédés sont valorisés séparément.

La marge pour risque correspond à un montant de provision complémentaire à la meilleure estimation, calculé de manière à ce que le montant total de provision inscrit au bilan corresponde à celui qu'exigerait un assureur sans portefeuille existant pour honorer les engagements à la charge de Crédit Agricole Assurances. La marge pour risque est calculée directement nette de réassurance.

Ainsi les provisions Solvabilité 2 se distinguent des provisions normes françaises par l'actualisation systématique des flux de trésorerie et la suppression des marges explicites de prudence de manière à refléter une meilleure estimation.

D.3.3 Segmentation

La valorisation des provisions techniques repose sur l'assignation d'un engagement d'assurance à une ligne d'activité qui reflète la nature des risques relatifs à cet engagement. La forme juridique de l'engagement n'est pas nécessairement déterminante pour la nature du risque.

Si une police couvre des engagements d'assurance sur plusieurs lignes d'activités, l'assignation à chaque ligne d'activité n'est pas requise si une seule des lignes d'activité est matérielle.

D.3.4 Comptabilisation initiale

Les engagements sont reconnus sur la base de l'engagement de l'assureur, soit parce que le contrat est signé, soit parce que le contrat ne pourra pas être dénoncé par l'assureur.

D.3.5 Principes généraux d'évaluation

D.3.5.1 Evaluation - Flux de trésorerie

La meilleure estimation brute de réassurance est calculée comme la valeur actuelle des flux futurs probables des prestations envers les assurés et des frais de gestion encourus pour l'administration de ces engagements jusqu'à leur terme, diminués des primes à recevoir au titre des contrats en portefeuille.

La projection des flux de trésorerie intègre des hypothèses sur le comportement des assurés. Ces hypothèses portent notamment sur les rachats.

Par définition ces règles sont propres à chaque portefeuille assuré par l'entité. L'ensemble de ces hypothèses fait l'objet d'une documentation et d'une validation par la direction de l'entité.

D.3.5.2 Evaluation - Limite des contrats

La date « frontière » du contrat se définit comme la première des dates à laquelle :

- L'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de mettre fin au contrat ;
- L'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de refuser les primes ;
- L'assureur a pour la première fois le droit unilatéral de modifier les primes ou les garanties de manière à ce que les primes versées reflètent totalement le risque.

Les primes versées après la date « frontière » d'un contrat d'assurance / de réassurance et les engagements associés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la meilleure estimation. Indépendamment des dispositions précédentes, aucune prime future n'est prise en compte dans le calcul de la meilleure estimation dès lors qu'un contrat :

- ne prévoit pas l'indemnisation d'un événement affectant défavorablement l'assuré de manière matérielle ;
- ne prévoit pas de garantie financière matérielle,

Les primes futures des produits assurantiels sont reconnues pour :

- Les contrats pluriannuels pour lesquels l'assureur n'a pas le droit de modifier la prime, de la refuser ou de mettre fin au contrat avant la fin de la durée du contrat ;
- Pour les contrats de risque renouvelables annuellement, des primes périodiques seront projetées jusqu'au premier anniversaire de la police suivant la date d'évaluation de la meilleure estimation.

D.3.5.3 Evaluation - Participation aux bénéfices

En théorie, la participation aux bénéfices (PB) est intégrée dans les flux de trésorerie modélisés pour valoriser la meilleure estimation des provisions. Par contre, la rémunération variable du distributeur est bien comprise dans le calcul de la meilleure estimation.

D.3.5.4 Evaluation - Options et garanties

Les contrats d'assurance vendus par la compagnie ne comprennent aucune option ni garantie financière.

D.3.5.5 Evaluation - Frais

La projection des flux de trésorerie utilisée pour calculer la meilleure estimation tient compte de l'ensemble des frais suivants :

- Les charges administratives ;
- Les frais de gestion des investissements ;
- Les frais de gestion des sinistres ;

A

B

C

D

E

- Les frais d'acquisition.

Les frais généraux encourus pour la gestion des engagements d'assurance sont également pris en compte. Les projections de frais sont fondées sur l'hypothèse que l'entreprise souscrira de nouveaux contrats à l'avenir.

Les frais sont alloués au niveau des groupes de risques homogènes avec comme maille a minima les lignes d'activités (« LoB » ou Lines of Business) retenues dans la segmentation des engagements d'assurance. Les frais exceptionnels ainsi que tout autre retraitement justifiable sont déduits de l'assiette de frais utilisée pour la détermination des coûts unitaires.

Les frais d'administration sont ajustés en cours de projection du taux d'inflation. Le niveau de commissionnement retenu pour les calculs reflète l'ensemble des accords de commissionnement en vigueur à la date d'évaluation.

D.3.5.6 Evaluation - Actualisation

La société FINAREF RISQUES DIVERS utilise à des fins de valorisation la courbe des taux, le CRA et le VA communiqués par EIOPA. Ces éléments sont définis par devise et par pays.

Le CRA ou Credit Risk Adjustment est un ajustement qui permet de prendre en compte le risque de crédit.

Le VA ou ajustement pour volatilité est une prime contra-cyclique qui permet d'ajuster le taux sans risque des variations des spreads corporate et govies. Il permet de réduire l'impact des variations des spreads sur la volatilité du ratio de solvabilité.

Pour plus d'informations sur l'impact du VA sur les provisions techniques ainsi que sur les fonds propres et le besoin réglementaires en capital, se référer au QRT S.22.01.21 en annexe du présent document.

La solvabilité de la société n'est pas remise en cause en cas d'annulation de la correction pour volatilité. Les autres mesures transitoires proposées dans le cadre de Solvabilité 2 ne sont pas utilisés par la société FINAREF RISQUES DIVERS

D.3.6 Marge pour risque (Risk Margin)

La marge pour risque correspond au coût du capital immobilisé pour une tierce partie qui reprendrait les engagements de la compagnie.

La marge pour risque est évaluée en actualisant le coût (prime de risque) annuel généré par l'immobilisation d'un capital équivalent au SCR de référence tel que défini par la réglementation sur la durée de vie résiduelle des engagements utilisée pour le calcul de la meilleure estimation. Le coût du capital est fixé à 6% par an.

La marge pour risque est calculée au global.

D.3.7 Valorisation des cessions

La valorisation des BE cédés suit les mêmes principes que ceux énoncés pour les BE bruts dans la section D.3.5.

Les flux de trésorerie futurs cédés sont calculés dans les limites des contrats d'assurance auxquels ils se rapportent.

Lorsqu'un dépôt a été effectué pour les flux de trésorerie, les montants cédés sont ajustés en conséquence pour éviter un double comptage des actifs et des passifs se rapportant au dépôt.

Les flux de trésorerie futurs cédés sont calculés séparément pour les provisions pour primes et les provisions pour sinistres à payer.

D.4 Passifs hors provisions techniques

Tableau comparant les autres passifs en normes Solvabilité 2

(en milliers d'euros)	2018
Impôts différés au passif	3 516
Dettes d'assurance et des intermédiaires	22 885
Dettes (financières, non liées à l'assurance)	6 789
Dettes subordonnées	13 206

La variation du bilan en normes françaises par rapport au bilan S2 s'explique principalement par :

- La comptabilisation de l'impôt différé passif lié aux éliminations et réévaluations des actifs et passifs sous la norme Solvabilité 2 (3 516 milliers d'euros)
- La réévaluation des dettes financières et non liées à l'assurance et notamment les dettes fiscales impactées par l'application de la norme IFRIC21 (- 84 milliers d'euros)
- La réévaluation des dettes subordonnées (975 milliers d'euros)

La hausse de 6 750 milliers d'euros des autres passifs entre 2017 et 2018 s'explique par la hausse des dettes d'assurance et des intermédiaires (+5 009 milliers d'euros), en raison de la hausse des commissions versées aux partenaires.

Les passifs financiers sont valorisés à la juste valeur. Toutefois, l'effet des variations du risque de crédit propre n'est pas pris en compte. Les dettes subordonnées de la société FINAREF RISQUES DIVERS sont analysées en partie E.1.2.2 du présent rapport.

Pour les autres passifs, par simplification, la valeur normes françaises (coût amorti du passif) est considérée comme une approximation acceptable de la valeur Solvabilité 2, dès lors que l'échéance du passif intervient dans l'année qui suit la date d'arrêté. Aucun retraitement de la valeur normes locales n'est alors réalisé pour parvenir à la valeur prudentielle.

E. GESTION DES FONDS PROPRES

E.1 Fonds propres

E.1.1 Politique de gestion des fonds propres

La politique de gestion des fonds propres mise en place chez la société FINAREF RISQUES DIVERS se décline de la politique définie au niveau du groupe Crédit Agricole Assurances. Celle-ci définit les modalités de gestion, de suivi et d'encadrement des fonds propres, ainsi que le processus de financement du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales. Cette politique est validée annuellement par le Conseil d'administration.

La politique de gestion des fonds propres de la société FINAREF RISQUES DIVERS s'intègre dans le cadre d'appétence au risque du groupe défini et validé par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Assurances.

Elle a été conçue de façon à intégrer les contraintes de la réglementation applicable au groupe d'assurance, la réglementation bancaire, la réglementation des conglomérats financiers, ainsi que les objectifs propres du groupe Crédit Agricole.

Le pilotage des fonds propres du groupe Crédit Agricole Assurances est assuré de façon à :

- Respecter les exigences réglementaires de solvabilité ;
- Participer à l'optimisation des fonds propres au niveau du groupe Crédit Agricole S.A. ;
- Prévoir une allocation adéquate des fonds propres du groupe Crédit Agricole Assurances et de ses filiales.

La définition de la politique d'allocation de fonds propres est adaptée à la réalité des risques portés par la société FINAREF RISQUES DIVERS.

Chaque année, le pilotage des fonds propres se matérialise par la validation du plan de gestion du capital par le Conseil d'administration. Ce plan prévoit le calendrier et la nature des opérations financières sur l'année en cours et à horizon du plan à moyen terme (3 ans). Il définit les éventuelles émissions de capital et estime l'impact de l'arrivée à maturité des éléments de fonds propres, de la politique de dividende, de la fin des mesures transitoires et de toute autre évolution d'un élément de fonds propres.

La société FINAREF RISQUES DIVERS s'assure du respect de ce plan de gestion du capital, de sa position de solvabilité par rapport à la zone définie et de la couverture permanente du besoin en capital (SCR) et du minimum de capital requis (MCR).

E.1.2 Fonds propres disponibles

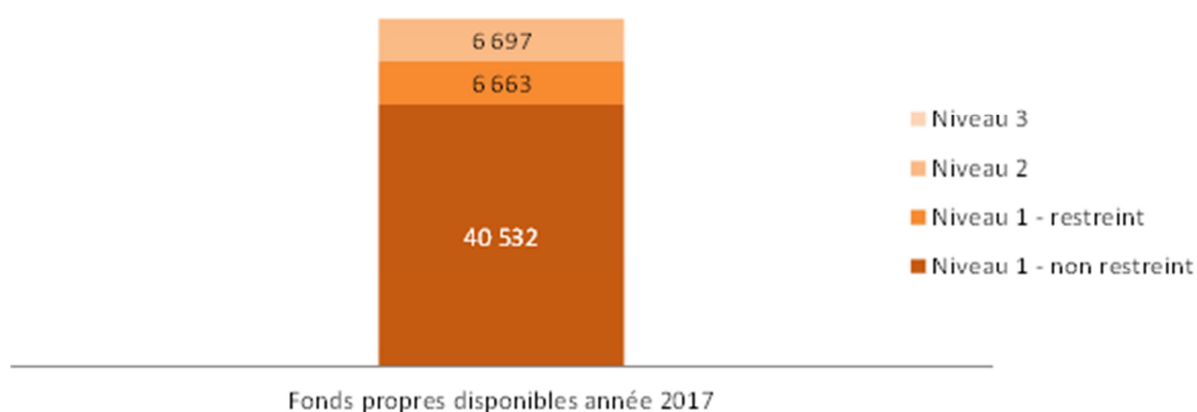
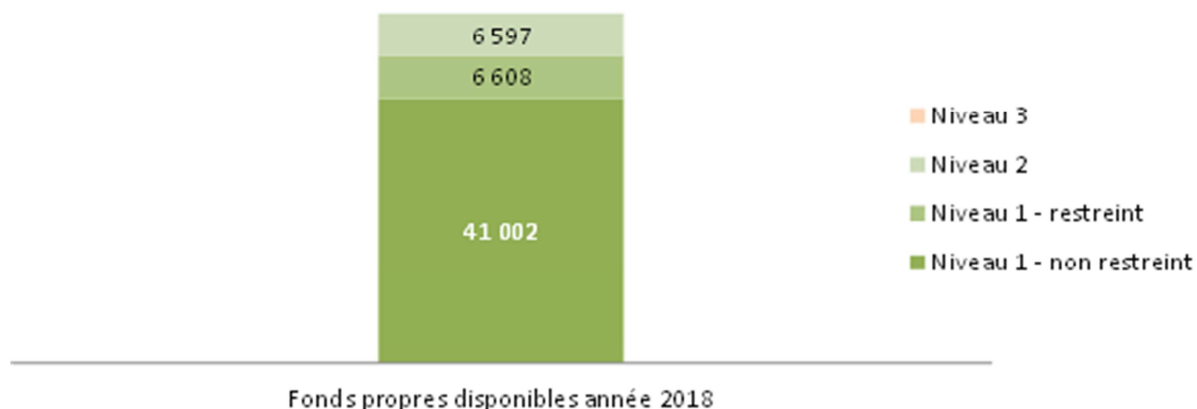
E.1.2.1 Composition et évolution des fonds propres disponibles

La société FINAREF RISQUES DIVERS couvre son besoin réglementaire en capital par du capital, des réserves et des dettes subordonnées. Tous les éléments de fonds propres sont libellés en euros.

Le montant des fonds propres disponibles de la société FINAREF RISQUES DIVERS en 2018 s'élève ainsi à 54 207 milliers d'euros, est constitué de capital (29 400 milliers d'euros), soit près de 54% des

fonds propres disponibles), de la réserve de réconciliation (11 602 milliers d'euros) et de dettes subordonnées classées en Niveau 1 (6 608 milliers d'euros) et Niveau 2 (6 597 milliers d'euros).

(En milliers d'euros) :



La variation des fonds propres disponibles entre 2018 et 2017 peut être expliquée de la manière suivante :

Fonds propres disponibles 2017 (en K Euros)	53 892
Résultat de l'exercice	1 582
Dividendes prévisionnels	-1 582
Variation de juste valeur des dettes subordonnées	-154
Variation des autres éléments de la réserve de réconciliation	470
Fonds propres disponibles 2018 (en K Euros)	54 208

Au cours de l'exercice 2018, une distribution de dividendes de 643 K€ a été réalisée. Le montant de ces dividendes se rapproche du montant des dividendes prévisionnels déduits des fonds propres disponibles en 2017.

E.1.2.2 Dettes subordonnées

Au 31 Décembre 2018, les dettes subordonnées de la société FINAREF RISQUES DIVERS sont valorisées sous Solvabilité 2 à hauteur de 13 206 milliers d'euros. Ces dettes présentent les caractéristiques suivantes :

(en milliers d'euros)

Tiering	Emetteur		Mesure transitoire	Maturité légale	Prochaine date d'appel	Montant
	1: FRD	0: Autres				
Niveau 1	1		oui	Perpétuelle	22/12/2023	3 432
	1		oui	Perpétuelle	25/06/2019	3 177
Niveau 2	1		oui	22/12/2038	22/12/2023	3 452
	1		oui	25/06/2019		3 145
Total Général						13 206

La société FINAREF RISQUES DIVERS utilise des clauses standards de subordination pour la souscription de ses dettes.

E.1.2.3 Réserve de réconciliation

La réserve de réconciliation est une composante importante des fonds propres et s'élève à 11 602 milliers d'euros au 31 Décembre 2018.

Elle est constituée de l'excédent d'actifs sur les passifs valorisés à des fins de solvabilité (42 584 milliers d'euros) auquel sont déduits le dividende prévisionnel au titre du résultat 2018 (-1 582milliers d'euros) et les autres éléments de Fonds Propres de Base (Capital en actions ordinaires et Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires).

Décomposition de la réserve de réconciliation (milliers d'euros)

(en milliers d'euros)	2018
Excédent d'actif sur passif	42 584
Dividendes prévisionnels	(1 582)
Autres éléments de Fonds Propres de Base	(29 400)
Réserve de réconciliation	11 602

E.1.2.4 Réconciliation avec les fonds propres en normes françaises

Les fonds propres de la société FINAREF RISQUES DIVERS tels qu'ils apparaissent dans les états financiers en normes françaises en 2018 s'élèvent à 32 179 milliers d'euros. Les principales différences avec l'excédent des actifs par rapport aux passifs tel que calculé à des fins de solvabilité correspondent à :

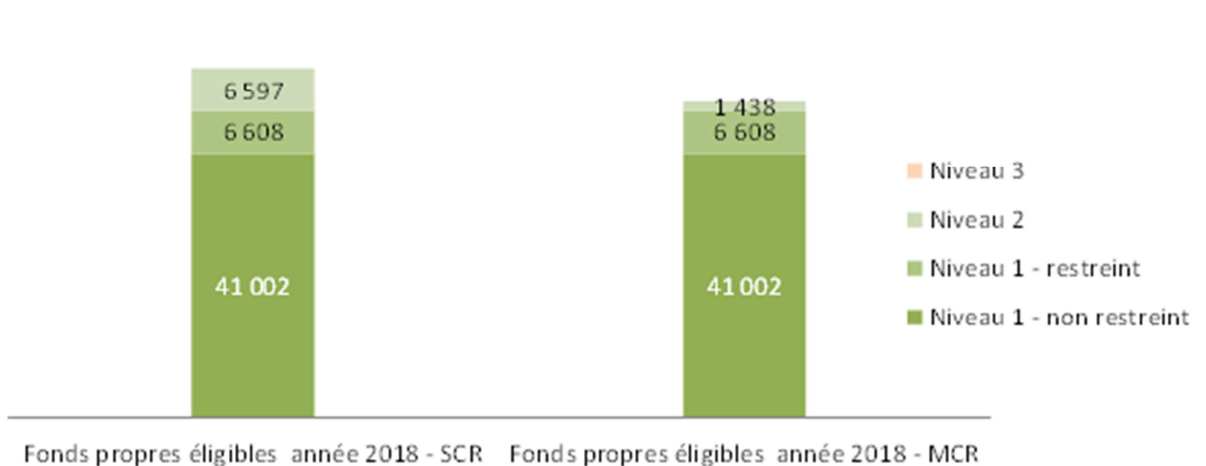
- L'annulation des immobilisations incorporelles pour -2 milliers d'euros.
- L'annulation des coûts d'acquisitions différés pour -871 milliers d'euros.
- L'annulation des charges de gestion constatées d'avance pour - 233 milliers d'euros

- La mise à la juste valeur des actifs financiers pour 7 907 milliers d'euros.
- La mise à la juste valeur des provisions techniques cédées pour - 837 milliers d'euros.
- La mise à la juste valeur des provisions techniques pour 7 802 milliers d'euros.
- La constatation d'impôts différés relatif aux différentes réévaluations des postes de bilan pour -3 516 milliers d'euros.
- La mise à la juste valeur des dettes subordonnées pour -975 milliers d'euros.

E.1.3 Fonds propres éligibles

Les fonds propres éligibles pour couvrir le SCR s'élèvent à 54 207 milliers d'euros au 31 Décembre 2018. Il n'existe pas d'écart entre les fonds propres disponibles et les fonds propres éligibles pour la couverture du SCR.

Les fonds propres éligibles pour couvrir le MCR s'élèvent à 49 048 milliers d'euros au 31 Décembre 2018. Ces fonds propres sont composés des mêmes éléments de couverture, l'écart provient des différences liées aux limites quantitatives de la réglementation.



E.2 Capital de solvabilité requis (SCR)

L'évaluation de l'exigence en capital réglementaire (SCR) de la société FINAREF RISQUES DIVERS est réalisée en appliquant la formule standard de la Directive Solvabilité II sur la base du bilan prudentiel. Aucune mesure transitoire n'a été retenue dans le cadre de l'évaluation du SCR.

Conformément aux valeurs fournies par l'EIOPA, la courbe des taux d'intérêt utilisée pour calculer les provisions techniques au 31 décembre 2018 prend en compte l'ajustement par le risque de crédit (CRA de -10 bps), le Volatility Adjustment (VA de +24 bps) et l'application d'un choc action type 2 de 42.66%.

Ainsi, le SCR de la société s'élève à un montant de 16 036 milliers d'euros au 31 Décembre 2018. Le minimum de capital requis (MCR) de la société s'élève à 7 190 milliers d'euros.

F. ANNEXES – QRTs

La liste des QRTs suivante et applicable à la société FINAREF RISQUES DIVERS est fournie en annexe de ce rapport :

S.02.01.02	Bilan
S.05.01.02	Primes, sinistres et dépenses par ligne d'activité
S.05.02.01	Primes, sinistres et dépenses par pays
S.17.01.02	Provisions techniques non vie
S.19.01.21	Sinistres en non-vie
S.22.01.21	Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires
S.23.01.01	Fonds propres
S.25.01.21	Capital de solvabilité requis – pour les entreprises qui utilisent la formule standard
S.28.01.01	Minimum de capital requis (MCR) – Non composite

<i>En milliers d'euros</i>		Valeur Solvabilité 2
Actifs		C0010
Immobilisations incorporelles	R0030	-
Actifs d'impôts différés	R0040	-
Excédent du régime de retraite	R0050	-
Immobilisations corporelles détenues pour usage propre	R0060	-
Investissements (autres qu'actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés)	R0070	96 242
Biens immobiliers (autres que détenus pour usage propre)	R0080	-
Détenions dans des entreprises liées, y compris participations	R0090	3 701
Actions	R0100	-
Actions – cotées	R0110	-
Actions – non cotées	R0120	-
Obligations	R0130	84 082
Obligations d'État	R0140	31 562
Obligations d'entreprise	R0150	52 521
Titres structurés	R0160	-
Titres garantis	R0170	-
Organismes de placement collectif	R0180	8 459
Produits dérivés	R0190	-
Dépôts autres que les équivalents de trésorerie	R0200	-
Autres investissements	R0210	-
Actifs en représentation de contrats en unités de compte et indexés	R0220	-
Prêts et prêts hypothécaires	R0230	-
Avances sur police	R0240	-
Prêts et prêts hypothécaires aux particuliers	R0250	-
Autres prêts et prêts hypothécaires	R0260	-
Montants recouvrables au titre des contrats de réassurance	R0270	(685)
Non-vie et santé similaire à la non-vie	R0280	(685)
Non-vie hors santé	R0290	-
Santé similaire à la non-vie	R0300	(685)
Vie et santé similaire à la vie, hors santé, UC et indexés	R0310	-
Santé similaire à la vie	R0320	-
Vie hors santé, UC et indexés	R0330	-
Vie UC et indexés	R0340	-
Dépôts auprès des cédantes	R0350	-
Créances nées d'opérations d'assurance et montants à recevoir d'intermédiaires	R0360	11 128
Créances nées d'opérations de réassurance	R0370	755
Autres créances (hors assurance)	R0380	563
Actions propres auto-détenues (directement)	R0390	-
Éléments de fonds propres ou fonds initial appelé(s), mais non encore payé(s)	R0400	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	R0410	1 100
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	R0420	-
Total de l'actif	R0500	109 103

<i>En milliers d'euros</i>		Valeur Solvabilité 2
Passifs		C0010
Provisions techniques non-vie	R0510	20 122
Provisions techniques non-vie (hors santé)	R0520	14 165
Provisions techniques calculées comme un tout	R0530	-
Meilleure estimation	R0540	13 469
Marge de risque	R0550	696
Provisions techniques santé (similaire à la non-vie)	R0560	5 957
Provisions techniques calculées comme un tout	R0570	-
Meilleure estimation	R0580	5 229
Marge de risque	R0590	728
Provisions techniques vie (hors UC et indexés)	R0600	-
Provisions techniques santé (similaire à la vie)	R0610	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0620	-
Meilleure estimation	R0630	-
Marge de risque	R0640	-
Provisions techniques vie (hors santé, UC et indexés)	R0650	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0660	-
Meilleure estimation	R0670	-
Marge de risque	R0680	-
Provisions techniques UC et indexés	R0690	-
Provisions techniques calculées comme un tout	R0700	-
Meilleure estimation	R0710	-
Marge de risque	R0720	-
Passifs éventuels	R0740	-
Provisions autres que les provisions techniques	R0750	-
Provisions pour retraite	R0760	-
Dépôts des réassureurs	R0770	-
Passifs d'impôts différés	R0780	3 516
Produits dérivés	R0790	-
Dettes envers des établissements de crédit	R0800	-
Dettes financières autres que celles envers les établissements de crédit	R0810	-
Dettes nées d'opérations d'assurance et montants dus aux intermédiaires	R0820	22 885
Dettes nées d'opérations de réassurance	R0830	1
Autres dettes (hors assurance)	R0840	6 789
Passifs subordonnés	R0850	13 206
Passifs subordonnés non inclus dans les fonds propres de base	R0860	-
Passifs subordonnés inclus dans les fonds propres de base	R0870	13 206
Autres dettes non mentionnées dans les postes ci-dessus	R0880	-
Total du passif	R0900	66 519
Excédent d'actif sur passif	R1000	42 584

Ligne d'activité pour: engagements d'assurance et de réassurance non-vie (assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée)

		Assurance des	Assurance de	Assurance	Assurance de	Autre	Assurance	Assurance incendie et	Assurance de	Assurance crédit
		frais médicaux	protection du	d'indemnisation	responsabilité	assurance des	maritime,	autres dommages aux	responsabilité	et
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090
<i>En milliers d'euros</i>										
Primes émises										
Brut – assurance directe	R0110	-	30 901	-	-	-	-	33 312	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130									
Brut – assurance directe	R0140	-	3 150	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0200	-	27 751	-	-	-	-	33 312	-	-
Primes acquises										
Brut – assurance directe	R0210	-	30 898	-	-	-	-	35 498	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230									
Part des réassureurs	R0240	-	3 133	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0300	-	27 765	-	-	-	-	35 498	-	-
Charge des sinistres										
Brut – assurance directe	R0310	-	191	-	-	-	-	14 885	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330									
Part des réassureurs	R0340	-	409	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0400	-	(218)	-	-	-	-	14 885	-	-
Variation des autres provisions techniques										
Brute – assurance directe	R0410	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brute – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brute – Réassurance non proportionnelle	R0430									
Part des réassureurs	R0440	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nette	R0500	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses engagées	R0550	-	26 242	-	-	-	-	20 018	-	-
Autres dépenses	R1200	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	R1300	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Charge des sinistres

Brut – assurance directe	R0310	-	191	-	-	-	-	14 885	-	-
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330									
Part des réassureurs	R0340	-	409	-	-	-	-	-	-	-
Net	R0400	-	(218)	-	-	-	-	14 885	-	-

Variation des autres provisions techniques

Brute – assurance directe	R0410	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brute – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Brute – Réassurance non proportionnelle	R0430									
Part des réassureurs	R0440	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Nette	R0500	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses engagées	R0550	-	26 242	-	-	-	-	20 018	-	-
Autres dépenses	R1200	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	R1300	-	-	-	-	-	-	-	-	-

		Ligne d'activité pour: engagements d'assurance non-vie			Ligne d'activité pour: réassurance non proportionnelle acceptée			Total	
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Santé	Accidents	Assurance maritime, aérienne et transport		Biens
		C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150		C0160
<i>En milliers d'euros</i>									
Primes émises									
Brut – assurance directe	R0110	-	-	1 258				65 471	
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	-	-	-				-	
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130				-	-	-	-	
Part des réassureurs	R0140	-	-	-	-	-	-	3 150	
Net	R0200	-	-	1 258	-	-	-	62 321	
Primes acquises									
Brut – assurance directe	R0210	-	-	1 259				67 655	
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	-	-	-				-	
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230				-	-	-	-	
Part des réassureurs	R0240	-	-	-	-	-	-	3 133	
Net	R0300	-	-	1 259	-	-	-	64 522	
Charge des sinistres									
Brut – assurance directe	R0310	-	-	(169)				14 907	
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	-				-	
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330				-	-	-	-	
Part des réassureurs	R0340	-	-	-	-	-	-	409	
Net	R0400	-	-	(169)	-	-	-	14 498	
Variation des autres provisions techniques									
Brute – assurance directe	R0410	-	-	-				-	
Brute – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-	-	-				-	
Brute – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430				-	-	-	-	
Part des réassureurs	R0440	-	-	-	-	-	-	-	
Nette	R0500	-	-	-	-	-	-	-	
Dépenses engagées	R0550	-	-	2 013	-	-	-	48 273	
Autres dépenses	R1200							708	
Total des dépenses	R1300	-	-	2 013	-	-	-	48 981	

	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie						Engagements de réassurance vie		Total
	Assurance maladie	Assurance avec participation aux bénéficiaires	Assurance indexée et en unités de compte	Autres assurances vie	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements d'assurance	Rentes découlant des contrats d'assurance non-vie et liées aux engagements que les engagements	Réassurance maladie	Réassurance vie	
<i>En milliers d'euros</i>	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0300
Primes émises									
Brut	R1410	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1420	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1500	-	-	-	-	-	-	-	-
Primes acquises									
Brut	R1510	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1520	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1600	-	-	-	-	-	-	-	-
Charge des sinistres									
Brut	R1610	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1620	-	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1700	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation des autres provisions techniques									
Brute - Assurance directe et réassurance acceptée	R1710	-	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1720	-	-	-	-	-	-	-	-
Nette	R1800	-	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses engagées	R1900	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses	R2500	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	R2600	-	-	-	-	-	-	-	-

		Pays d'origine	5 principaux pays (par montant de primes brutes émises) – engagements en non-vie					Total 5 principaux pays et pays d'origine
		C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140
<i>En milliers d'euros</i>								
Primes émises								
Brut – assurance directe	R0110	65 471	-	-	-	-	-	65 471
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0120	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0130	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0140	3 150	-	-	-	-	-	3 150
Net	R0200	62 321	-	-	-	-	-	62 321
Primes acquises								
Brut – assurance directe	R0210	67 655	-	-	-	-	-	67 655
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0220	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0230	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0240	3 133	-	-	-	-	-	3 133
Net	R0300	64 522	-	-	-	-	-	64 522
Charge des sinistres								
Brut – assurance directe	R0310	14 907	-	-	-	-	-	14 907
Brut – Réassurance proportionnelle acceptée	R0320	-	-	-	-	-	-	-
Brut – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0330	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0340	409	-	-	-	-	-	409
Net	R0400	14 498	-	-	-	-	-	14 498
Variation des autres provisions techniques								
Brute – Assurance directe Variation	R0410	-	-	-	-	-	-	-
Brute – Réassurance proportionnelle acceptée	R0420	-	-	-	-	-	-	-
Brute – Réassurance non proportionnelle acceptée	R0430	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R0440	-	-	-	-	-	-	-
Nette	R0500	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses engagées	R0550	48 273	-	-	-	-	-	48 273
Autres dépenses	R1200	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	R1300	-	-	-	-	-	-	48 273

		Pays de domiciliation	Ligne d'activité pour: engagements d'assurance vie					Total
			C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	
<i>En milliers d'euros</i>								
Primes émises								
Brut	R1410	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1420	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1500	-	-	-	-	-	-	-
Primes acquises								
Brut	R1510	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1520	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1600	-	-	-	-	-	-	-
Charge des sinistres								
Brut	R1610	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1620	-	-	-	-	-	-	-
Net	R1700	-	-	-	-	-	-	-
Variation des autres provisions techniques								
Brute	R1710	-	-	-	-	-	-	-
Part des réassureurs	R1720	-	-	-	-	-	-	-
Nette	R1800	-	-	-	-	-	-	-
Dépenses engagées	R1900	-	-	-	-	-	-	-
Autres dépenses	R2500	-	-	-	-	-	-	-
Total des dépenses	R2600	-	-	-	-	-	-	-

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
<i>En milliers d'euros</i>										
Provisions techniques calculées										
comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques	R0050	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques calculées										
comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque										
Meilleure estimation										
Provisions pour primes										
Brut – total	R0060	-	(1 920)	-	-	-	-	1 724	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables	R0140	-	(807)	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-	(1 113)	-	-	-	-	1 724	-	-
Provisions pour sinistres										
Brut – total	R0160	-	7 149	-	-	-	-	10 093	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables	R0240	-	122	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	-	7 026	-	-	-	-	10 093	-	-
Total meilleure estimation – brut	R0260	-	5 229	-	-	-	-	11 817	-	-
Total meilleure estimation – net	R0270	-	5 914	-	-	-	-	11 817	-	-
Marge de risque	R0280	-	728	-	-	-	-	611	-	-

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée								
		Assurance des frais médicaux	Assurance de protection du revenu	Assurance d'indemnisation des travailleurs	Assurance de responsabilité civile automobile	Autre assurance des véhicules à moteur	Assurance maritime, aérienne et transport	Assurance incendie et autres dommages aux biens	Assurance de responsabilité civile générale	Assurance crédit et cautionnement
		C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100
<i>En milliers d'euros</i>										
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques										
Provisions techniques comme un tout (portefeuille répliquable)	R0290	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation	R0300	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Marge de risque	R0310	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques										
Provisions techniques - total	R0320	-	5 957	-	-	-	-	12 428	-	-
Total PT cédées via des contrats de réass. et SPV après ajust. pour pertes attendues raison du risque de contrepartie	R0330	-	(685)	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques nettes de créances recouvrables de réassurance et SPV - total	R0340	-	6 642	-	-	-	-	12 428	-	-

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée			Total engagements en non-vie	
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle		Réassurance dommages non proportionnelle
		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
<i>En milliers d'euros</i>									
Provisions techniques calculées comme un tout	R0010	-	-	-	-	-	-	-	-
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après l'ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie, correspondant aux provisions techniques	R0050	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques calculées comme la somme de la meilleure estimation et de la marge de risque									
Meilleure estimation									
Provisions pour primes									
Brut – total	R0060	-	-	(14)	-	-	-	-	(209)
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0140	-	-	-	-	-	-	-	(807)
Meilleure estimation nette des provisions pour primes	R0150	-	-	(14)	-	-	-	-	598
Provisions pour sinistres									
Brut – total	R0160	-	-	1 666	-	-	-	-	18 907
Total des montants recouvrables au titre de la réassurance/des véhicules de titrisation et de la réassurance finite, après ajustement pour pertes probables pour défaut de la contrepartie	R0240	-	-	-	-	-	-	-	122
Meilleure estimation nette des provisions pour sinistres	R0250	-	-	1 666	-	-	-	-	18 785
Total meilleure estimation – brut	R0260	-	-	1 652	-	-	-	-	18 698
Total meilleure estimation – net	R0270	-	-	1 652	-	-	-	-	19 383
Marge de risque	R0280	-	-	85	-	-	-	-	1 424

		Assurance directe et réassurance proportionnelle acceptée			Réassurance non proportionnelle acceptée			Total engagements en non-vie	
		Assurance de protection juridique	Assistance	Pertes pécuniaires diverses	Réassurance santé non proportionnelle	Réassurance accidents non proportionnelle	Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle		
		C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180
<i>En milliers d'euros</i>									
Montant de la déduction transitoire sur les provisions techniques									
Provisions techniques comme un tout (portefeuille répliquable)	R0290	-	-	-	-	-	-	-	-
Meilleure estimation	R0300	-	-	-	-	-	-	-	-
Marge de risque	R0310	-	-	-	-	-	-	-	-
Provisions techniques – Total									
Provisions techniques - total	R0320	-	-	1 737	-	-	-	-	20 122
Total PT cédées via des contrats de réass. et SPV après ajust. pour pertes attendues raison du risque de contrepartie	R0330	-	-	-	-	-	-	-	(685)
Provisions techniques nettes de créances recouvrables de réassurance et SPV - total	R0340	-	-	1 737	-	-	-	-	20 807

S.19.01.21 Sinistres en non-vie

Année d'accident / année de souscription

Z0020

1

Sinistres payés bruts (non cumulés)

(valeur absolue)

Année	Année de développement											Pour l'année en cours	Somme des années (cumulés)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +					
<i>En milliers d'euros</i>	C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110		C0170	C0180		
Précédentes	R0100											-	R0100	-		
N-9	R0160	8 593	14 979	10 681	1 084	(25)	64	10	-	-	45		R0160	45	35 431	
N-8	R0170	9 627	14 656	1 666	365	23	13	31	-	-			R0170	-	26 381	
N-7	R0180	9 709	12 220	5 550	2 465	882	598	50	-				R0180	-	31 473	
N-6	R0190	11 243	11 224	4 449	3 395	987	294	21					R0190	21	31 613	
N-5	R0200	11 492	6 835	2 888	123	47	14						R0200	14	21 399	
N-4	R0210	14 466	8 404	1 461	174	4							R0210	4	24 509	
N-3	R0220	22 253	7 982	2 147	113								R0220	113	32 495	
N-2	R0230	14 231	7 083	1 177									R0230	1 177	22 491	
N-1	R0240	14 180	4 488										R0240	4 488	18 668	
N	R0250	13 263											R0250	13 263	13 263	
													Total	R0260	19 125	257 723

Meilleure estimation provisions pour sinistres brutes (données non actualisées)

(valeur absolue)

Année	Année de développement											Fin d'année (données actualisées)			
	0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10 & +				
<i>En milliers d'euros</i>	C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260	C0270	C0280	C0290	C0300		C0360		
Précédentes	R0100											-	R0100	-	
N-9	R0160	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-		R0160	-	
N-8	R0170	-	-	-	-	-	-	-	-	-			R0170	-	
N-7	R0180	-	-	-	-	-	651	36	-				R0180	-	
N-6	R0190	-	-	-	-	669	179	13					R0190	-	
N-5	R0200	-	-	-	353	23	8						R0200	-	
N-4	R0210	-	-	2 019	79	3							R0210	-	
N-3	R0220	-	10 484	1 981	223								R0220	-	
N-2	R0230	14 240	8 510	1 070									R0230	14 240	
N-1	R0240	12 518	5 919										R0240	12 518	
N	R0250	11 671											R0250	11 671	
													Total	R0260	18 907

S.22.01.21 Impact des mesures relatives aux garanties de long terme et des mesures transitoires

		Montant avec mesures relatives aux garanties de long terme et mesures transitoires	Impact de la mesure transitoire sur les provisions techniques	Impact de la mesure transitoire sur les taux d'intérêt	Impact d'une correction pour volatilité fixée à zéro	Impact d'un ajustement égalisateur fixé à zéro
<i>En milliers d'euros</i>		C0010	C0030	C0050	C0070	C0090
Provisions techniques	R0010	20 122	-	-	58	-
Fonds propres de base	R0020	54 208	-	-	(57)	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	R0050	54 208	-	-	(57)	-
SCR	R0090	16 036	-	-	-	-
Fonds propres éligibles pour couvrir le MCR	R0100	49 049	-	-	(57)	-
Minimum de capital requis	R0110	7 190	-	-	-	-

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres de base avant déduction pour participations dans d'autres secteurs financiers						
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	R0010	29 400	29 400		-	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	R0030	-	-		-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalent pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0040	-	-		-	
Comptes mutualistes subordonnés	R0050	-		-	-	-
Fonds excédentaires	R0070	-	-			
Actions de préférence	R0090	-		-	-	-
Compte de primes d'émission lié aux actions de préférence	R0110	-		-	-	-
Réserve de réconciliation	R0130	11 602	11 602			
Passifs subordonnés	R0140	13 206		6 608	6 597	-
Montant égal à la valeur des actifs d'impôts différés nets	R0160	-				-
Autres éléments de fonds propres approuvés par l'autorité de contrôle en tant que fonds propres de base non spécifiés supra	R0180	-	-	-	-	-
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité 2						
Fonds propres issus des états financiers qui ne devraient pas être inclus dans la réserve de réconciliation et qui ne respectent pas les critères de fonds propres de Solvabilité 2	R0220	-				
Deductions						
Déductions pour participations dans des établissements de crédit et des établissements financiers	R0230	-	-	-	-	-
Total fonds propres de base après déductions	R0290	54 208	41 002	6 608	6 597	-
Fonds propres auxiliaires						
Capital en actions ordinaires non libéré et non appelé, callable sur demande	R0300	-			-	
Fonds initial, cotisations des membres ou élément de fonds propres de base équivalents, non libérés, non appelés et appelables sur demande, pour les mutuelles et les entreprises de type mutuel	R0310	-			-	
Actions de préférence non libérées et non appelées, callable sur demande	R0320	-			-	-
Engagements juridiquement contraignants de souscrire et de payer des passifs subordonnés sur demande	R0330	-			-	-
Lettres de crédit et garanties relevant de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0340	-			-	
Lettres de crédit et garanties ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 2, de la directive 2009/138/CE	R0350	-			-	-
Rappels de cotisations en vertu de l'article 96, point 3, de la directive 2009/138/CE	R0360	-			-	
Rappels de cotisations ne relevant pas de l'article 96, paragraphe 3, de la directive 2009/138/CE	R0370	-			-	-
Autres fonds propres auxiliaires	R0390	-			-	-
Total fonds propres auxiliaires	R0400	-			-	-

		Total	Niveau 1 – non restreint	Niveau 1 – restreint	Niveau 2	Niveau 3
<i>En milliers d'euros</i>		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Fonds propres éligibles et disponibles						
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0500	54 208	41 002	6 608	6 597	-
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0510	54 208	41 002	6 608	6 597	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le capital de solvabilité requis	R0540	54 208	41 002	6 608	6 597	-
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le minimum de capital requis	R0550	49 049	41 002	6 608	1 438	-
Capital de solvabilité requis	R0580	16 036				
Minimum de capital requis	R0600	7 190				
Ratio fonds propres éligibles sur capital de solvabilité requis	R0620	338%				
Ratio fonds propres éligibles sur minimum de capital requis	R0640	682%				

<i>En milliers d'euros</i>		C0060
Réserve de réconciliation		
Excédent d'actif sur passif	R0700	42 584
Actions propres (détenues directement et indirectement)	R0710	-
Dividendes, distributions et charges prévisibles	R0720	1 582
Autres éléments de fonds propres de base	R0730	29 400
Ajustement pour les éléments de fonds propres restreints relatifs aux portefeuilles sous ajustement égalisateur et aux fonds cantonnés	R0740	-
Réserve de réconciliation	R0760	11 602
Bénéfices attendus		
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités vie	R0770	-
Bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP) – activités non-vie	R0780	1 642
Total bénéfices attendus inclus dans les primes futures (EPIFP)	R0790	1 642

S.25.01.21 Capital de solvabilité requis — pour les entreprises qui utilisent la formule standard

		Capital de solvabilité requis brut	Simplifications
		C0110	C0120
<i>En milliers d'euros</i>			
Risque de marché	R0010	3 559	-
Risque de défaut de la contrepartie	R0020	1 368	-
Risque de souscription en vie	R0030	-	-
Risque de souscription en santé	R0040	10 850	-
Risque de souscription en non-vie	R0050	10 593	-
Diversification	R0060	(8 849)	-
Risque lié aux immobilisations incorporelles	R0070	-	-
Capital de solvabilité requis de base	R0100	17 520	-

Calcul du capital de solvabilité requis

		C0100
Risque opérationnel	R0130	2 030
Capacité d'absorption des pertes des provisions techniques	R0140	-
Capacité d'absorption de pertes des impôts différés	R0150	(3 514)
Capital requis pour les activités exercées conformément à l'article 4 de la directive 2003/41/CE	R0160	-
Capital de solvabilité requis à l'exclusion des exigences de capital supplémentaire	R0200	16 036
Exigences de capital supplémentaire déjà définies	R0210	-
Capital de solvabilité requis	R0220	16 036

Autres informations sur le SCR

Capital requis pour le sous-module risque sur actions fondé sur la durée	R0400	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour la part restante	R0410	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les fonds cantonnés	R0420	-
Total du capital de solvabilité requis notionnel pour les portefeuilles sous ajustement égalisateur	R0430	-
Effets de diversification dus à l'agrégation des nSCR des FC selon l'article 304	R0440	-

uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement

Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance non-vie

Résultat MCRL	C0010		Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de	Primes émises au cours des 12 derniers mois, nettes (de la réassurance)
	R0010	7190		
			C0020	C0030
<i>En milliers d'euros</i>				
Assurance frais médicaux et réassurance proportionnelle y afférente	R0020		-	-
Assurance de protection du revenu, y compris réassurance proportionnelle y afférente	R0030		5 914	28 112
Assurance indemnisation des travailleurs et réassurance proportionnelle y afférente	R0040		-	-
Assurance de responsabilité civile automobile et réassurance proportionnelle y afférente	R0050		-	-
Autre assurance des véhicules à moteur et réassurance proportionnelle y afférente	R0060		-	-
Assurance maritime, aérienne et transport et réassurance proportionnelle y afférente	R0070		-	-
Assurance incendie et autres dommages aux biens et réassurance proportionnelle y afférente	R0080		11 817	33 314
Assurance de responsabilité civile générale et réassurance proportionnelle y afférente	R0090		-	-
Assurance crédit et cautionnement et réassurance proportionnelle y afférente	R0100		-	-
Assurance de protection juridique et réassurance proportionnelle y afférente	R0110		-	-
Assurance assistance et réassurance proportionnelle y afférente	R0120		-	-
Assurance pertes pécuniaires diverses et réassurance proportionnelle y afférente	R0130		1 652	895
Réassurance santé non proportionnelle	R0140		-	-
Réassurance accidents non proportionnelle	R0150		-	-
Réassurance maritime, aérienne et transport non proportionnelle	R0160		-	-
Réassurance dommages non proportionnelle	R0170		-	-

S.28.01.01 Minimum de capital requis (MCR) — Activité d'assurance ou de réassurance vie

2/2

uniquement ou activité d'assurance ou de réassurance non-vie uniquement
Terme de la formule linéaire pour les engagements d'assurance et de réassurance vie

		C0040		
Résultat MCRL	R0200	0		
			Meilleure estimation et PT calculées comme un tout, nettes (de la réassurance / des véhicules de	Montant total du capital sous risque net (de la réassurance/ des véhicules de titrisation)
			C0050	C0060
<i>En milliers d'euros</i>				
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations garanties	R0210	-		
Engagements avec participation aux bénéfices – Prestations discrétionnaires futures	R0220	-		
Engagements d'assurance avec prestations indexées et en unités de compte	R0230	-		
Autres engagements de (ré)assurance vie et de (ré)assurance santé	R0240	-		
Montant total du capital sous risque pour tous les engagements de (ré)assurance vie	R0250			-

Calcul du MCR global

		C0070
<i>En milliers d'euros</i>		
MCR linéaire	R0300	7 190
Capital de solvabilité requis	R0310	16 036
Plafond du MCR	R0320	7 216
Plancher du MCR	R0330	4 009
MCR combiné	R0340	7 190
Seuil plancher absolu du MCR	R0350	2 500
Minimum de capital requis	R0400	7 190